

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

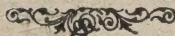
L'INJUSTICE USURAIRE
EN FACE DU DROIT CANONIQUE
ET DU DROIT SÉCULIER

THÈSE
POUR LE DOCTORAT JURIDIQUE

PAR

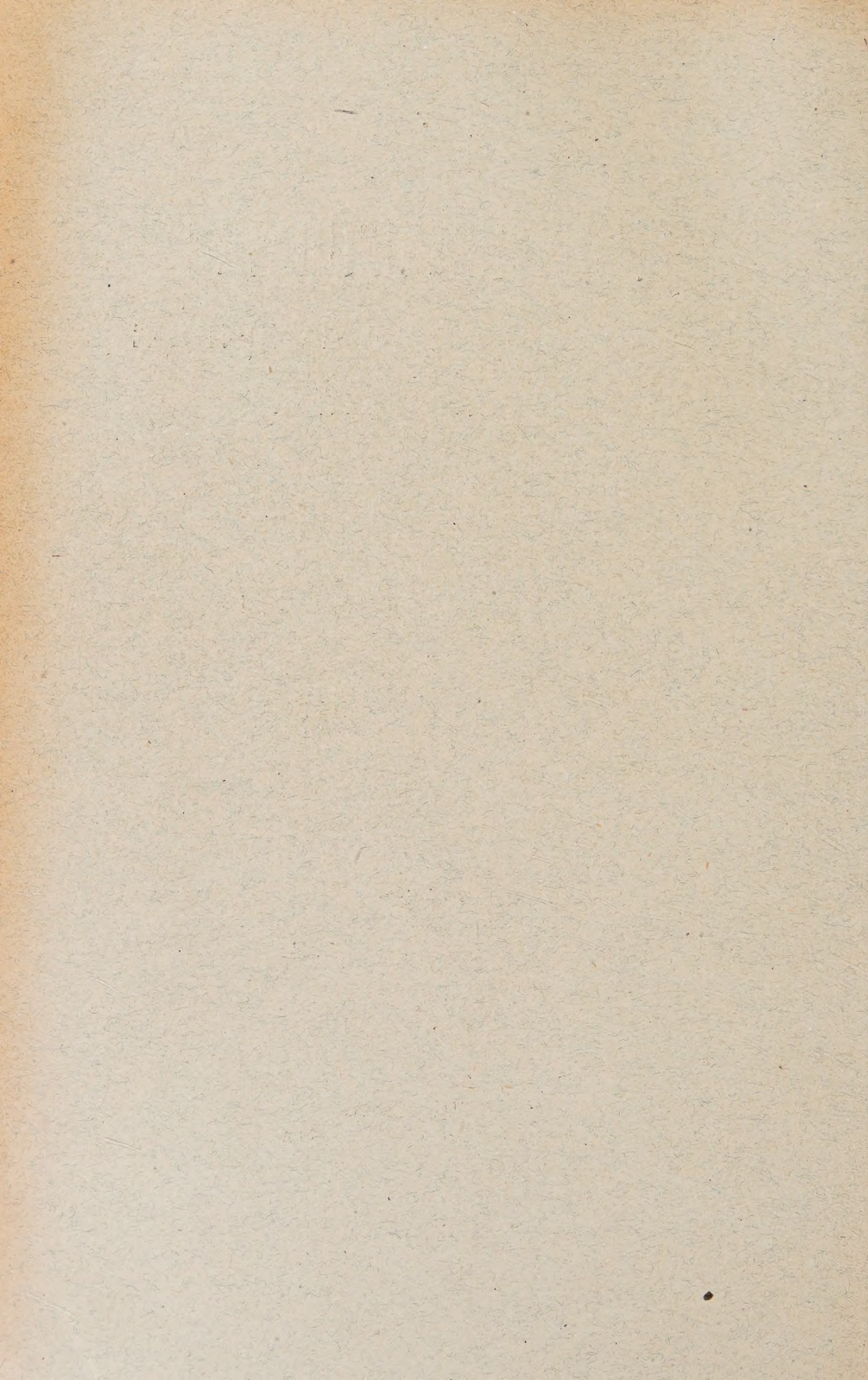
Louis COULAZOU

AVOCAT À LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER



MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANÉ
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1920



L'INJUSTICE USURAIRE
EN FACE DU DROIT CANONIQUE
ET DU DROIT SÉCULIER



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555617_0115

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

L'INJUSTICE USURAIRE

EN FACE DU DROIT CANONIQUE

ET DU DROIT SÉCULIER

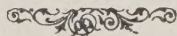
THÈSE

POUR LE DOCTORAT JURIDIQUE

PAR

Louis COULAZOU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER



MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1920

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Brémont, Doyen, professeur de Droit administratif.
Charmont, professeur de Droit civil.
Chausse, professeur de Droit romain.
Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de
Droit international privé.
Moye, professeur de Droit international public.
Morin, professeur de Droit civil.
Bridrey, professeur de Droit romain.
Donnedieu de Vabres, professeur de Droit criminel
(suppléé).
Vigié, Doyen honoraire.
Laborde, professeur honoraire.
Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Valéry, *président*.
Morin.
Donnedieu de Vabres. } *assesseurs*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'INJUSTICE USURAIRE

EN FACE DU DROIT CANONIQUE

ET DU DROIT SÉCULIER

INTRODUCTION

OPPOSITION ENTRE LE DROIT CANONIQUE ET LE DROIT SÉCULIER

Dans une page célèbre de la « Cité Antique », Fustel de Coulanges a bien montré le principe de l'opposition entre le droit canonique et le droit séculier :

« Dans les vieux âges, dit-il, la religion et l'Etat ne faisaient qu'un ; chaque peuple adorait son dieu, et chaque dieu gouvernait son peuple ; le même code réglait les relations entre les hommes et les devoirs

envers les dieux de la cité. La religion commandait alors à l'Etat, et lui désignait ses chefs par la voix du sort ou par celle des auspices ; l'Etat, à son tour, intervenait dans le domaine de la conscience et punissait toute infraction aux rites et au culte de la cité. Au lieu de cela, Jésus-Christ enseigne que son empire n'est pas de ce monde. Il sépare la religion du gouvernement. La religion n'étant plus terrestre, ne se mêle plus que le moins qu'elle peut aux choses de la terre. Jésus-Christ ajoute : « Rendez à César » ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu ». C'est la première fois que l'on distingue si nettement Dieu de l'Etat. Car César, à cette époque, était encore le grand pontife, le chef et le principal organe de la religion romaine ; il était le gardien et l'interprète des croyances ; il tenait dans ses mains le culte et le dogme... Mais Jésus-Christ brise cette alliance que le paganisme et l'empire voulaient renouer ; il proclame que la religion n'est plus l'Etat, et qu'obéir à César n'est plus la même chose qu'obéir à Dieu » (1).

Cette opposition entre le droit canonique inspiré par l'Evangile et le droit séculier trop souvent inspiré par le paganisme est donc irréductible et n'a pas cessé quand les empereurs sont devenus chrétiens. Saint Jérôme († 420) oppose les lois de l'Eglise aux lois romaines : « Autres sont les lois des Césars, autres celles du Christ ; autre chose ensei-

(1) Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, Paris, Hachette, 6^e édit., 1876, in-12, p. 477-478.

gne Papinien, autre chose notre Paul » (1). Et Guizot, dans son *Histoire de la Civilisation*, a bien remarqué que malgré la conversion des empereurs, l'empire était demeuré païen : « Il y avait à cette époque (v^e siècle), dans le monde romain, deux sociétés très différentes, la société civile et la société religieuse. Elles différaient, non seulement par leur objet, non seulement parce qu'elles étaient régies par des principes et des institutions diverses, non seulement parce que l'une était vieille et l'autre jeune ; entre elles existait une diversité bien plus importante et plus profonde. La société civile semblait chrétienne comme la société religieuse ; les peuples avaient en immense majorité embrassé le christianisme ; mais, au fond, la société civile était païenne ; elle tenait du paganisme ses institutions, ses lois, ses mœurs. C'était la société que le paganisme avait faite, nullement celle du christianisme. La société civile chrétienne ne s'est développée que plus tard, après l'invasion des Barbares ; elle appartient à l'histoire moderne. Au v^e siècle, malgré les apparences extérieures, il y avait, entre la société civile et la société religieuse, incohérence, contradiction, combat ; car elles étaient d'origine et de nature essentiellement diverses » (2). Et même sous Justinien, le Droit romain, malgré les apports du christianisme, est encore imprégné de l'esprit païen.

(1) Saint Jérôme, Epist. 87, *ad Oceanum*.

(2) Guizot, *Histoire de la civilisation en France*, Paris, 10^e éd., in-12, 1868, t. I, p. 39-40.

Après la période franque, Charlemagne tenta en vain de faire passer dans la législation civile les principes chrétiens ; grâce à l'anarchie qui régna de 950 à 1050 environ, le droit séculier domine le droit canonique, jusqu'à ce que le pape Grégoire VII et ses successeurs aient opéré sa réforme et l'aient soustrait au droit séculier (1). Au xiii^e siècle, le Droit coutumier se laisse pénétrer par le Droit canon, et Beaumanoir écrit son traité de droit : *Coutumes de Beauvoisis*, tout imprégné d'esprit chrétien. C'est l'époque où s'enseigne le grand système de doctrine juridique, appelé par les Allemands : système romano-canonique, et où « le droit canon atteignit... un haut degré de perfection. Il s'était assimilé le meilleur des législations profanes, surtout du droit romain qui savait si habilement satisfaire les exigences de l'équité et les besoins sociaux ; il avait épuré ces emprunts au souffle de la doctrine et de l'esprit chrétiens ; surtout il les avait complétés et développés. Au xiii^e siècle, l'Eglise est en possession d'un système juridique hors de pair, supérieur à toutes les institutions temporelles de la même époque » (2). Puis vient la décadence du droit canonique et l'autorité de plus en plus grande du droit romain, sous l'influence des légistes.

Enfin, au xvi^e siècle, la Réforme protestante et la

(1) Cfr. E. Chénon, *Hist. des rapports de l'Eglise et de l'Etat du 1^{er} au xx^e siècle*, Paris, 2^e éd., Bloud, 1913, p. 72-87.

(2) R. P. Auffroy, *le Droit canon, les Etudes*, 20 avril 1914, p. 148.

seconde renaissance du droit de Justinien achèvent d'abaisser définitivement l'autorité du droit canonique devant celle du droit séculier (1).

Nulle part mieux que sur la question de l'usure n'apparaît l'opposition qui existe entre le droit canonique et le droit séculier. C'est à propos de cette question si controversée pendant de longs siècles, qu'on peut voir la différence des deux doctrines en présence, et ce n'est pas pour le simple attrait spéculatif d'opposer une théorie à une autre, qu'il est utile d'étudier la notion de l'usure, ainsi que la sévérité du droit canonique et la tolérance du droit séculier à l'égard de l'injustice usuraire ; c'est surtout parce qu'en pratique, loin d'être un fléau d'un autre âge, qui n'aurait plus l'occasion de s'exercer à notre époque, l'injustice usuraire est un abus actuel et général provoqué par le droit individualiste et révolutionnaire et aggravé par la tolérance de nos lois modernes. Ce mal existe en fait, puisqu'au nom de la morale, le pape Léon XIII s'est élevé, dès 1891 contre les méfaits de l'*usura vorax* dans le préambule de l'Encyclique *Rerum novarum* : « Une usure dévorante est venue encore ajouter au mal. Condamnée à plusieurs reprises par le jugement de l'Eglise, elle n'a pas cessé d'être pratiquée sous une autre forme par des hommes avides de gain d'une insatiable cupidité » (2) ; puisque, aussi,

(1) Sur tous ces faits, cfr. E. Chénon, *op. cit.*, p. 92 et seq., p. 103 à 136.

(2) Léon XIII, *Encyclique Rerum Novarum*, 15 mai 1891.

le législateur, pressé par l'opinion publique et les excès de l'injustice usuraire, se produisant sous des formes nouvelles et modernes, a senti la nécessité de les réprimer par des sanctions civiles et pénales, non seulement en France, mais aussi dans la législation de divers pays étrangers.

PREMIÈRE PARTIE

LA NOTION DE L'USURE

CHAPITRE PREMIER

NOTION HISTORIQUE DE L'USURE EN DROIT SÉCULIER
ET EN DROIT CANONIQUE. — NOTION MODERNE DE
L'USURE.

Pour avoir une claire notion de ce qu'est l'usure au sens historique du mot, il importe de retracer l'évolution relative au contrat de prêt en droit romain et de mettre en regard les règles traditionnelles du droit ecclésiastique sur ce sujet.

§ 1. — *Le contrat de prêt en droit romain*

Le prêt a été connu des Romains de toute antiquité; il s'opérait à l'origine par le *nexum*, contrat formel par l'airain et la balance, contrat ancien et vite disparu sur lequel nous n'avons que peu de renseignements par un passage de la loi des XII

Tables (Tab. VI, 1) et des fragments de grammairiens, expliquant le terme de *nexum*, inusité à leur époque. Les effets du *nexum* étaient très rigoureux, puisqu'au jour de l'échéance, le débiteur insolvable se trouvait dans la même situation que s'il avait été condamné en justice. Il était soumis à une procédure primitive et sévère d'exécution. Le créancier avait sur lui la *Manus injectio* ; il pouvait le saisir, l'enfermer dans sa prison privée, le tuer (parteis secanto, dit la loi des XII Tables) ou le vendre trans-tiberim. Les *nexi* étaient dans un état de demi-esclavage, car pour éviter la mort, ils préféraient s'engager à servir leur créancier. L'assujettissement des *nexi* est lié à la lutte entre les patriciens créanciers et les plébéiens débiteurs, lutte qui aboutit à la loi *Pœtilla Papiria* (426 de Rome), qui n'abrogea pas le *nexum*, mais lui enleva son effet trop rigoureux : l'exécution directe, qui ne fut plus possible qu'après un jugement du Prêteur.

Le *nexum* formaliste fut remplacé peu à peu par un contrat réel plus commode : le *mutuum*, ou prêt de consommation, contrat par lequel une des parties transfère la propriété d'une certaine quantité de choses fongibles à l'autre partie qui promet de rendre la même quantité, qualité et valeur (1).

Le *mutuum* a pour objet les choses qui se consomment par l'usage qu'on en fait : tel que le vin, le blé, l'huile et l'argent monnayé : *pecunia numerata*, qui cesse d'appartenir au premier proprié-

(1) Just. Inst., L. II, t. IV, § 2 et L. III, t. 15, § 2.

taire dès qu'il en fait usage, qui périt en quelque sorte par rapport à nous : *ipso usu assiduà permutatione quodammodo extinguitur* (1).

Un des caractères du prêt de consommation découlant de la nature des choses qui en sont l'objet, c'est que la propriété de la chose prêtée est transmise à l'emprunteur. Le prêteur cesse d'être propriétaire, il n'a plus qu'un droit de créance : le droit à la valeur ou à l'équivalent de l'objet prêté. D'ailleurs, il est affranchi de toutes charges et de toute contribution aux pertes. Donc l'emprunteur est bien propriétaire : *Res perit domino* (2).

Mais le caractère particulier et essentiel du *mutuum* est d'être un contrat en principe gratuit. Le créancier ne peut exiger rien au delà de ce qu'il a donné ; l'emprunteur n'est strictement obligé à rendre que ce qu'il a reçu. Ce ne fut que plus tard, à la suite d'une évolution lente, que s'introduisit l'habitude pour les créanciers d'adjoindre au contrat de prêt ou *mutuum* une stipulation d'intérêts : *usurae*. Mais ce qui prouve qu'à l'origine, il y a deux conventions nettement distinctes, c'est que le prêteur donne deux actions séparées au créancier : l'action réelle du contrat pour répéter la valeur de la chose prêtée elle-même et une *condicio rei pecuniæ* pour les intérêts.

Donc, en principe, l'obligation du débiteur aux intérêts ne peut naître que d'une stipulation spé-

(1) *Inst.*, L. III, t. IV, § 2.

(2) *Inst.*, L. III, t. XV, § 2.

ciale, mais qui avec le temps deviendra presque une clause de style. C'est d'abord dans le *nauticum fœnus*, ou prêt de commerce maritime, où le créancier court plus de risques, que le prêteur permet de stipuler des intérêts par un simple pacte adjoint au *mutuum*. Au III^e siècle, le simple pacte fait courir les intérêts ou *usurae* dans le prêt de denrée ou de consommation. Enfin, sous Justinien, le simple pacte fait courir des intérêts dans le commerce de banque.

A l'origine, le taux de l'intérêt fut complètement libre, ce qui eut pour conséquence les troubles et la retraite du peuple sur le Mont Sacré (260 de Rome). La loi des XII Tables réglementa le taux de l'intérêt et fixa un maximum : l'*untiarium fœnus*, intérêt d'une once pour chaque as ou douzième du capital. En 407, la loi abaisse le taux au *semi-untiarium fœnus* (4 %). La Plèbe exigea l'abolition complète des intérêts : qui furent interdits par la loi *Genuisia* (1). La protection était allée trop loin, les capitalistes ne voulurent plus prêter sans intérêt et le prêt à intérêt fut rétabli. A l'époque de Cicéron, il fonctionne même à un taux très élevé : le maximum légal est de 1 % par mois ou 12 % par an, mais officieusement le taux était plus élevé en pratique : de 24 % à 48 % par an (2). Au III^e siècle, il tombe à 4 % et à 5 %. Enfin, Justinien décida que le taux serait gradué suivant la classe sociale à laquelle

(1) Tite-Live, L. II, chap. XXIII ; Tacite, Ann. VI, 16.

(2) Cicéron, *Ad Attic.* V. 21 ; César, *De Bello Civile* III, 1.

appartient le prêteur : les citoyens peuvent prêter à 6 %, les commerçants à 8 % et les sénateurs à 4 %. Le *nauticum fœnus* peut dépasser 12 %, et les intérêts payés jusqu'au delà du taux légal seront imputés sur le capital.

Mais toute cette réglementation minutieuse est facile à tourner dans la pratique. Ainsi la loi romaine, pour avoir méconnu le caractère essentiellement gratuit du *mutuum*, a rendu le crédit implacable et égoïste, et, malgré les efforts du pouvoir, l'usure la plus grande n'a cessé de sévir durant toute l'époque romaine, au point de provoquer de véritables révolutions dans le peuple. A cause de la rigidité de règles du droit, le prêt romain est une des formes de l'exploitation mutuelle.

Au contraire, dans la tradition et le droit ecclésiastique, le contrat de prêt est toujours considéré comme un acte d'assistance fraternelle ; et en lui conservant comme au *mutuum* primitif, à travers les siècles jusqu'à nos jours, son caractère essentiel de gratuité, le droit canon garde intacte la notion historique de l'usure, qu'il définit, comme le droit romain : tout ce qui s'ajoute au fonds prêté.

§ 2. — *Le contrat de prêt dans la tradition
et le droit ecclésiastique*

En prenant dans sa source, dans la Bible elle-même, la tradition ecclésiastique sur le contrat de prêt, on trouve des règles de pratique et des textes législatifs qui font du contrat de prêt un contrat

se rapprochant beaucoup du *mutuum* romain, gratuit à son origine :

« Si tu prêtes de l'argent à quelqu'un de mon peuple, au pauvre qui est avec toi, ne sois pas une morsure pour lui. Tu n'exigeras pas de lui d'intérêt » (Ex. xxii, 25) (1).

« Si ton frère devient pauvre et que sa main s'affaiblisse près de toi, tu le soutiendras, fût-il étranger, afin qu'il vive auprès de toi. Ne tire de lui ni intérêt, ni profit, mais crains Dieu et que ton frère vive avec toi. Tu ne lui prêteras point ton argent à intérêt et tu ne lui donneras point de tes vivres pour en tirer profit. » (Levit, xxv, 35-37).

S'appuyant sur ces textes de l'Ancien Testament, les Pères de l'Eglise condamnent l'usure, c'est-à-dire, suivant la notion traditionnelle, le prêt d'argent « fructueux », comme dit Tertullien, pour le prêteur. Saint Ambroise, en effet, déclare : « Tout ce qui s'ajoute au fonds prêté, *c'est de l'usure, de quelque nom que tu l'appelles* », et saint Jérôme : « Certains, comme récompense de l'argent qu'ils prêtent, prennent l'habitude de recevoir de petits cadeaux de toute sorte, et ils ne comprennent pas *qu'on appelle usure tout ce qu'ils reçoivent en plus de ce qu'ils ont donné* ».

« Exige l'usure, dit saint Ambroise, de celui que tu peux tuer sans crime », car l'usure est contraire à la loi chrétienne de fraternité : elle viole la cha-

(1) Les citations du présent paragraphe sont extraites du cours de M. C. Calippe. « Etudes sur le Crédit », *Semaine sociale de Limoges*, 1912, p. 239 et seq.

rité; prêter à usure, ce n'est pas rendre un service, mais causer un dommage. L'emprunteur « cherche un défenseur: il trouve un ennemi; il réclame un remède: il trouve du poison » (saint Basile). « Il supplie qu'on le délivre, vous resserrez encore le lien qui l'étrangle » (saint Ambroise).

Elle est contraire à la justice: il est injuste de recevoir plus qu'on n'a prêté (Lactance), le prêt n'est bon qu'à condition d'être gratuit.

A partir du iv^e siècle, les Conciles particuliers et généraux fixent la doctrine du prêt et de l'usure dans le droit ecclésiastique.

Première étape. — Le Concile de Nicée (325) interdit l'usure aux clercs sous peine de destitution. Car le prêt lucratif est un de ces « trafics où très souvent on ne cherche qu'à s'attraper l'un l'autre » (Thomassin).

Deuxième étape. — L'usure est interdite aux laïques eux-mêmes, car on ne pouvait pas du premier coup, dit Thomassin « arrêter le torrent des usures parmi les laïques ». La loi va se généraliser, mais il fallut des siècles et la deuxième étape s'achève avec le III^e concile de Latran (1179), le IV^e (1215), le II^e concile de Lyon (1274) et le Concile de Vienne (1311) qui déclare « hérétique » « quiconque à la présomption d'affirmer que ce n'est pas une faute d'exercer des usures » (1).

(1) Un problème se pose au sujet de la Décrétale « Naviganti » de Grégoire IX, sur les prêts maritimes. Le texte prohibe formellement la stipulation d'intérêts. Con-

Au Moyen Age, saint Thomas d'Aquin résume admirablement, dans la « Somme théologique », les textes de la Bible, la doctrine des Pères de l'Eglise et les canons des Conciles. Dans le prêt de choses consommables, on ne peut faire payer séparément l'usage qui est concédé et le fond qui est aliéné. Car puisqu'on ne peut utiliser les choses fongibles qu'en les consommant, le droit d'en faire usage implique le droit de les posséder; celui qui les possède ne peut, par conséquent, en accorder l'usage sans en aliéner la propriété.

» Si quelqu'un voulait vendre séparément le vin et l'usage du vin, il vendrait la même chose deux fois, il vendrait ce qui n'existe pas; il pécherait donc contre la justice; de même celui-là pêche contre la justice qui prête du vin ou du blé en réclamant une double compensation: l'une qui consiste dans la restitution d'une chose égale, l'autre qui

trairement au droit romain, qui, à l'occasion du *nauticum fœnus*, avait précisément introduit les *usurae*. Plusieurs auteurs et, en particulier, M. le P^r Valéry, dans une note d'une logique très serrée (*Contrats d'assurance maritime du XIII^e siècle, Rev. gén. du droit*, 1915, p. 474), ont émis l'hypothèse d'une interpolation volontaire ou involontaire d'un des scribes chargés de transcrire la compilation de Raymond de Pennafort. Cette interpolation, consistant à supprimer la négation dans le texte, aurait eu pour conséquence de supprimer l'exception en faveur des prêts maritimes, que semble indiquer le contexte de la décrétale. Il est peu probable qu'on puisse avoir la preuve de cette interpolation, la décrétale « *Naviganti* » ne figurant que sur la seule compilation de Raymond de Pennafort.

consiste dans le *prix de l'usage ou usure* » (*Somme théolog.*, IIa-IIae, q. 78, a. 1, C).

Donc pour saint Thomas, l'usure, au sens propre du terme, c'est le prix que l'on perçoit pour le simple usage que l'on concède à autrui d'un bien consommable, dont, par définition, l'usage n'est pas distinct de ce bien même. Et saint Thomas, comme Aristote, range l'argent dans la catégorie des biens consommables. Si on le prête, l'argent devient la propriété de l'emprunteur, qui s'en sert à ses risques et périls. Le prêteur devient propriétaire d'une créance; il n'a d'autre droit que celui de rentrer en possession d'une somme égale à celle qu'il a prêtée.

» Celui qui prête sans y être tenu, peut en accepter le dédommagement, mais sans rien exiger de plus. Or, il est dédommagé suivant l'égalité de justice, si on lui rend ce qu'il a prêté. Si donc il exige davantage pour l'usufruit d'une chose qui n'a d'autre usage que la consommation même de sa substance, il exige le prix d'une chose qui n'existe pas : ce qui est une exaction injuste » (*Som. Théol.*, IIa-IIae, q. 78, a. 1, ad. 5).

Saint Thomas observe en outre que pour participer au profit retiré de l'emploi d'une somme d'argent, il est nécessaire d'en être propriétaire et de la faire fructifier à ses risques et périls, par soi-même ou par d'autres. Secondement, il peut arriver que le prêteur peut réclamer une somme supérieure en apparence à celle qu'il a prêtée, pour une

raison extérieure au prêt et accidentelle, comme indemnité et non comme un excédent qui serait usuraire.

En 1513, le V^e concile de Latran définit ainsi l'usure condamnée par les Conciles antérieurs : « Il faut entendre par usure le gain et le profit réclamés sans travail, sans dépenses, sans risques, pour l'usage d'une chose qui n'est pas productive ».

La doctrine est définitivement fixée : c'est alors qu'elle est attaquée avec le plus de violence. La découverte du Nouveau Monde fut suivie au xvi^e siècle d'une période de développement commercial et industriel, qui forme et accroît la richesse mobilière, ce qui remet en cause la question de la productivité de l'argent. D'autre part, la Réforme proclame, avec Bucer et Calvin, en même temps que la liberté d'examen, la liberté de l'argent, c'est-à-dire la liberté de l'usure. Cette thèse est aussi ardemment combattue que soutenue pendant le xvii^e et le xviii^e siècles, et, en 1745, le pape Benoît XIV rappelle avec énergie les principes traditionnels dans l'Encyclique « Vix pervenit » :

« L'espèce de péché qu'on appelle usure et qui a son siège dans le contrat de prêt (*mutuum*), consiste en ce qu'une personne veut qu'en vertu du prêt même, qui par sa nature demande qu'on rende seulement autant qu'on a reçu, on lui rende plus qu'on n'a reçu, et soutient conséquemment qu'il lui est dû quelque profit, en considération du prêt même. C'est pour cette raison que *tout profit de*

cette sorte qui excède le capital est usuraire » (1).

Et c'est ainsi qu'au terme de son évolution, le droit canonique conserve intacte la notion historique de l'usure : « Toute perception indue prélevée à l'occasion d'un prêt d'argent », et la maintient jusque dans les temps modernes en face des législations séculières.

§ 3. — *Notion moderne de l'usure*

Les modernes ont rétréci la notion historique de l'usure : dans nos lois, l'usure n'est plus tout intérêt de l'argent, mais seulement l'intérêt excessif, au delà du taux légal, quand il y en a un ; du taux

(1) La prohibition du prêt à intérêt amena les prêteurs à chercher des voies détournées pour échapper aux décisions doctrinales. De là sortit la convention simulée, appelée par les casuistes « le cas des trois contrats » : le prêteur et l'emprunteur simulaient une société, à laquelle ils joignaient un contrat d'assurance pour le principal, et une vente du produit incertain pour un prix certain. Ils contractaient en apparence trois obligations permises, mais le résultat était le prêt à intérêt. (Pothier, *De la Société*, n° 22 ; Troplong, *Du Contrat de Société*, I, 47, et II, 652). De là naquit encore le Mohatra, « prêt usuraire déguisé sous la forme d'une vente. Pierre vend à Paul, à crédit, une partie d'étoffe pour 600 fr., payables dans six mois ; puis Paul la revend incontinent à Pierre ou à une personne interposée pour 540 francs, que ce dernier lui paye comptant. Au fond, il y a qu'un prêt de 540 fr., et la différence entre 540 francs et 600 francs est un intérêt usuraire. » (Troplong, *Du prêt*, n° 364) ; et Pascal, *Provinciales*, 8^e lettre, édit. Faugère, t. I, p. 227).

d'usage, quand la loi n'édicte pas le taux maximum de l'intérêt conventionnel.

La Révolution, rompant avec les ordonnances défendant le prêt à intérêt, le déclare légitime et l'Assemblée nationale, le 3 octobre 1789, décide que « tous les particuliers, corps, communautés et gens de mainmorte, pourront à l'avenir prêter de l'argent à somme fixe, avec stipulation d'intérêts, suivant le taux déterminé par la loi sans entendre rien innover aux usages du commerce ».

L'intérêt civil était donc l'unité, l'intérêt commercial était libre, et l'Etat se réservait le droit de fixer l'intérêt de l'argent. Les lois et décrets qui suivirent n'abrogèrent pas la disposition de la loi de 1789; et la loi du 5 thermidor an IV proclama qu'à l'avenir tout citoyen serait libre de contracter comme bon lui semblerait et que les obligations qu'il aurait souscrites seraient exécutées.

L'article 34 du titre XV-L-III, du projet du Code Napoléon, qui a donné naissance à l'article 1907 du Code civil relatif au prêt à intérêt était ainsi conçu : « Le taux de l'intérêt est déterminé par des lois particulières. L'intérêt qui aura été stipulé à un taux plus fort sera réduit conformément à la loi. Si l'intérêt a été payé au-dessus du taux légitime, l'excédent sera imputé année par année sur le capital, qui sera réduit d'autant. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux négociations commerciales » (1).

(1) Ferret, t. 14, n° 429.

Enfin l'article 1907 du Code civil est une transaction entre la liberté absolue et la fixation d'un taux légal d'intérêt. « L'intérêt est légal ou conventionnel. L'intérêt légal est fixé par la loi. L'intérêt conventionnel peut excéder celui de la loi, toutes les fois que la loi ne le prohibe pas. Le taux de l'intérêt conventionnel doit être fixé par écrit ».

Mais de nombreux abus se produisirent à la suite de la promulgation de cet article et l'usure sévit de plus belle. Enfin la loi du 3 septembre 1807 réagit contre cet état de choses et n'a qu'un but : la répression de l'usure par une sanction civile et pénale. « Lorsqu'il sera prouvé, dit l'article 3 de la loi de 1807, que le prêt conventionnel a été fait à un taux excédant celui qui est fixé par l'article premier, le prêteur sera condamné, par le tribunal saisi de la contestation, à restituer cet excédent, s'il l'a reçu, ou à souffrir la réduction sur le capital de la créance et pourra même être renvoyé, s'il y a lieu, devant le tribunal correctionnel pour y être jugé, conformément à l'article suivant » :

« Tout individu qui sera prévenu de se livrer habituellement à l'usure, sera traduit devant le tribunal correctionnel ».

L'article 3 de la loi du 3 septembre 1807 fut modifié par la loi du 19 décembre 1850, qui porte le titre de « Loi relative aux délits d'usure ». Elle reproduit à peu près les termes de la loi précédente : mais augmente la peine et déclare l'usure un délit, quand elle est une habitude.

Les lois des 3 septembre 1807 et 19 décembre

1850 réglementent le taux de l'intérêt légal et conventionnel en matière civile et commerciale. L'évolution se poursuit avec la loi du 12 janvier 1886, qui abroge les deux lois précédentes en ce qui concerne leurs dispositions relatives au taux de l'intérêt commercial; en cette matière, les parties sont libres de fixer le taux de l'intérêt comme bon leur semble. Les commerçants sont préjugés plus expérimentés que les autres et considérés comme n'ayant plus besoin de la protection que le législateur ancien leur accordait contre l'usure (1); de plus, ils peuvent retirer de l'argent qui leur est prêté un plus grand profit.

En définitive, les lois sur le taux de l'intérêt de l'argent ne s'appliquent qu'aux actes usuraires relatifs aux prêts d'argent, c'est ce que décide la jurisprudence (2). Ainsi la notion moderne de l'usure se restreint aux agissements des agents d'af-

(1) Une loi du 18 avril 1918 supprime momentanément la limitation de l'intérêt conventionnel en matière civile et élève le taux de l'intérêt légal; elle est ainsi conçue:

« Article 1^{er}. — Les dispositions de la loi du 3 sept. 1807, portant limitation du taux de l'intérêt en matière civile... sont et demeurent suspendues pendant la durée de la guerre et pendant une période qui ne pourra être inférieure à cinq années à partir de la cessation des hostilités... »

« Article 2. — Le taux de l'intérêt légal est porté à 5 % en matière civile et à 6 % en matière commerciale. »

(2) Paris, 20 janvier 1892, D. P., 93-2-305 et Dijon, 12 décembre 1894, D. P., 97-2-203, et les notes de M. Boistel.

faibles véreux, des prêteurs à la petite semaine, des usuriers des villes et des campagnes, des vendeurs à crédit. Sous cette forme, l'usure est loin d'avoir disparue, puisque dans certains milieux ruraux et ouvriers, les taux d'intérêts perçus s'élèvent parfois à 8, 9 et 11 % (1). Mais si cet abus est manifeste, ce n'est pas de beaucoup le plus répandu et le plus grave des actes usuraires, et laissant de côté cette notion commune, mais rétrécie de l'usure, il faut recourir à une notion plus large et plus compréhensive.

(1) V. Louis Durand, *Manuel des Caisses rurales Durand-Raiffeisen*.

CHAPITRE II

NOTION ÉLARGIE DE L'USURE

La définition de l'usure au sens historique du mot : tout intérêt que peut rapporter l'argent, est rejetée par toutes les législations séculières de notre époque. Seul le droit canonique maintient fermement la prohibition traditionnelle de l'intérêt de l'argent et reste fidèle jusqu'au bout à la notion historique de l'usure (1). L'interprétation doctrinale tenant compte d'un état de choses, dont elle n'est pas responsable, applique la théorie de saint Thomas sur les titres extrinsèques au prêt lui-même, « en vertu desquels, on a une raison très juste et très légitime d'exiger, suivant les formalités ordinaires, quelque chose en plus du capital

(1) Parlant du prêt de consommation, le canon 1543 du Nouveau Codex juris canonici, en donne une notion identique à celle que, sous le nom de *Mutuum*, s'en faisaient les juriconsultes romains : « transfert à quelqu'un d'une chose fongible, de manière qu'il en devienne propriétaire, et qu'ensuite il n'ait à rendre qu'une chose du même genre ».

qui est dû à cause du prêt » (1). Et considérant que les risques du capital, rares et extraordinaires dans une phase économique peu développée, sont aujourd'hui très nombreux et forment la règle au lieu de l'exception, autorise, sous certaines réserves, à percevoir l'intérêt légal ou d'usage de l'argent, à condition de se soumettre aux décisions à venir de l'autorité ecclésiastique.

La notion courante, mais rétrécie, de l'usure qu'acceptent seules les législations séculières modernes n'est pas assez compréhensive pour englober les « formes nouvelles » de l'usure moderne, que le pape Léon XIII stigmatise dans l'Encyclique *Rerum novarum* et que d'ailleurs les législations actuelles ignorent presque complètement ou bien dont elles commencent à peine à réprimer les excès les plus apparents.

Si l'on essaie de proposer une définition qui se rapporte aux formes actuelles et multiples de l'injustice usuraire, il peut paraître piquant de remonter au Moyen Age pour en trouver une appropriée à l'époque moderne. Et pourtant c'est un théologien de cette époque, saint Bonaventure, qui nous la suggère, quand il écrit : « *Usura est sub specie negociationis alienæ rei, domino sciente, contractatio* », c'est-à-dire l'accaparement de la chose d'autrui, avec l'aveu du maître, sous le voile du contrat. « C'est l'injustice contractuelle, celle qui se glisse

(1) Benoît XIV, Encyclique : *Vix pervenit*.

dans les clauses mêmes, librement consenties en apparence d'un contrat » (1).

Cette définition élargie permet d'englober toutes les manifestations les plus modernes de l'usure dans notre système économique actuel, manifestations qui présentent deux éléments essentiels : l'exploitation d'autrui et son exploitation sous le voile du contrat.

Exploiter autrui, « c'est abuser d'une force dont on dispose, d'une supériorité de fait, pour lui imposer des conditions qu'il n'aurait jamais subies de son plein gré. C'est le réduire à l'état d'instrument, c'est lui ravir l'effet utile de ses actes et méconnaître, au mépris de toute justice, sa qualité et son droit d'auteur. C'est, en un mot, s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui » (2).

Les contrats les plus corrects en apparence, se conformant extérieurement à toutes les règles et formalités imposées par la loi et qui semblent avoir été librement consentis par les parties qui ont intervenu à l'acte, peuvent servir à exploiter l'une d'elles, qui a été obligée d'accepter le contrat et de subir la loi de l'autre partie, possédant une situation économique prépondérante.

(1) Il est intéressant de rapprocher cette définition de saint Bonaventure, de la définition du *furtum* en droit romain, qui est la « *contrectatio fraudulosa rei alienæ, invito domino*, « l'accaparement frauduleux de la chose d'autrui. (Paul, D. P., h., 1, 3; *Furtum est contrectatio rei fraudulosa lucri faciendi gratia*; Girard, *Précis de Droit romain*, p: 403).

(2) E. Duthoit, *op. cit.*

Et cet état de choses peut se présenter dans toutes sortes de contrats, qu'ils soient du type de l'échange, de la vente ou du louage, ou bien puissent se ramener au genre de l'association : tels que le contrat de société régi par le Code civil (art. 1832) et le Code de commerce (art. 18 et s.), le contrat d'association, réglé par la loi du 1^{er} juillet 1901, et le contrat de travail.

Le progrès économique a de beaucoup multiplié le nombre des contrats des deux genres. Avec la spécialisation à laquelle on est obligé de recourir actuellement pour produire, nul ne peut se suffire à lui-même et doit recourir pour tous ses besoins aux contrats du genre commutatif ; tandis que la complexité de plus en plus grande de l'œuvre de production nécessite un grand nombre de contrats d'association.

Dans les contrats du type commutatif, la règle est l'équivalence des prestations ; il faut, dans le contrat d'échange par exemple, que les prestations réciproques aient la même valeur. Tandis que dans les contrats d'association, la loi consiste dans la proportionnalité de la répartition du produit commun ; chaque partie a droit à une part proportionnée à son apport. « Que ces principes soient violés, que dans un échange, par exemple, l'une des parties remette dix et reçoive cinq, que dans une opération en commun celui des collaborateurs qui a fourni les deux tiers de l'effort utile reçoive seulement le tiers du produit, il y a exploitation, domination d'une des parties par l'autre, enrichissement sans

cause, et, pour autant, privation pour celui qui a joué dans le contrat le rôle passif et subordonné de ses droits d'auteur » (1).

L'usure n'existe pas seulement dans le contrat de prêt, et de tels abus peuvent se glisser dans tout contrat quel qu'il soit, car, même librement consenti en apparence, tout contrat peut léser gravement les intérêts d'une des parties contractantes, tout contrat peut devenir usuraire, quelle que soit sa nature : vente, échange, louage, contrat de travail, société, partage ou crédit. Et l'usure se retrouve même sous des formes nouvelles et toujours plus répandues à mesure que l'activité économique s'accroît et que par conséquent les contrats se font plus nombreux et plus importants. Au fond de l'usure, sous quelle forme qu'elle se présente, il y a toujours « une conception de justice froissée », et il n'est pas douteux « qu'il y ait à côté de l'usure d'argent, seule réprimée par les Codes, l'usure du propriétaire qui abuse du locataire de son immeuble, et aussi bien l'usure du patron qui abuse du travail de ses ouvriers. De ce que l'usure du créancier d'une somme d'argent s'est manifestée comme la plus flagrante, il ne s'ensuit pas qu'elle soit d'une nature spéciale » (2).

A notre époque, par un extraordinaire changement, les victimes de l'usure ce ne sont plus seulement les emprunteurs, mais les prêteurs eux-mêmes.

(1) E. Duthoit, *op. cit.*

(2) A. de Tarde, *l'Idée du juste prix.*

mes. En effet, ce sont les capitalistes, les spéculateurs, les Etats surtout qui font appel à l'épargne et souvent l'exploitent sous le couvert d'opérations juridiquement correctes et impunissables. « Personne n'ignore », écrivait M. Paul Leroy-Beaulieu, économiste de l'école libérale pourtant, « le brigandage qui se commet sous le couvert de la fondation de sociétés par action. Rien n'est plus éhonté et plus criminel, c'est un des symptômes les plus tristes de la démoralisation publique. Ce qu'étaient autrefois dans les temps les plus reculés du Moyen Age les grandes compagnies d'aventuriers et de brigands, qui rançonnaient les marchands et pillaient les campagnes, les sociétés par actions le sont aujourd'hui, non pas toutes sans doute, mais beaucoup d'entre elles, avec plus de sécurité, plus d'impunité, plus de loisirs et de jouissances pour leurs fondateurs et leurs directeurs » (1).

L'usure peut donc se rencontrer dans tous les genres de contrats, même les plus modernes. Mais il est une forme d'usure, qui s'opère sous le couvert d'une certaine spéculation, et tend à altérer sur le marché la juste valeur des choses. Elle cherche à la fixer non d'après l'estimation publique et commune, mais par le jugement d'une seule personne ou d'un groupement, qui essaie d'abuser d'une supériorité de fait. La spéculation consiste à trafiquer sur la différence des cours des marchandises ou des

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Economiste français*, 21 juillet 1881.

valeurs, surtout par le moyen du marché à terme. Ce n'est pas que la spéculation soit toujours usuraire en elle-même, mais elle peut le devenir facilement par les procédés qu'elle est tentée d'employer, tels que provoquer artificiellement sur le marché la hausse ou la baisse par de fausses nouvelles, accaparer ou raréfier les produits d'un marché par un monopole de fait. Ces manœuvres sont dangereuses et usuraires, car elles permettent d'exploiter au profit de quelques-uns la collectivité toute entière et même, par répercussion, de fausser le marché de toutes les autres valeurs.

L'injustice usuraire a donc aujourd'hui un champ immense où s'exercer, puisque tous les contrats peuvent subir ses atteintes. Mais ce qui devrait la faire poursuivre par la loi moderne dans toutes ses manifestations actuelles, c'est qu'elle lèse plus gravement la grande foule des humbles et des travailleurs, qui n'ont que leurs bras pour capital et se trouvent ainsi à la merci de la supériorité économique que donne le capital argent. C'est cette lutte contre une certaine sorte de capitalisme oppressif, que le droit canonique s'est toujours efforcé de soutenir; tant que le droit séculier a subi son influence et a suivi ses directives, l'injustice usuraire a vu son champ d'action se limiter et se restreindre, tandis qu'au contraire, elle semble s'épanouir et trouve de multiples occasions de s'exercer sous un régime d'absolue liberté des contrats.

DEUXIÈME PARTIE

SÉVÉRITÉ DU DROIT CANONIQUE ET TOLÉRANCE DU DROIT SÉCULIER A L'ÉGARD DE L'INJUSTICE USURAIRES

CHAPITRE PREMIER

(EQUALITAS ET LIBERTÉ CONTRACTUELLE

L'opposition entre le droit séculier et le droit canonique est foncièrement irréductible, car chacun d'eux place le fondement du droit sur une base différente. Le droit séculier se fonde sur l'idée individualiste, qui inspira le droit romain de l'époque classique, c'est-à-dire païenne, qui eut pour continuateurs les réformateurs protestants et qui prévalut enfin dans la législation révolutionnaire avec la liberté presque absolue des conventions.

La doctrine canonique fait reposer le droit sur une idée de justice primordiale : elle n'admet pas que quand deux hommes contractent, leurs volontés

soient autonomes et que la concordance de ces volontés crée le droit. Il faut qu'en eux-mêmes les engagements soient justes, donc la liberté des contrats ne peut pas être illimitée.

En effet, la doctrine canonique sur les contrats n'admet pas la liberté des conventions des Codes modernes, d'après lesquels le juge devra toujours tenir la convention comme la loi des parties, même si elle froisse manifestement la justice. Elle soumet les contrats à la justice que saint Thomas appelle commutative, nécessitant une réciprocité d'action entre co-échangistes : « *Justum in commutativa justitia idem est quod contrapassum* » (1). Il faut que l'action faite et l'action soufferte par chacun des contractants soient égales entre elles.

Ce principe s'appliqua au contrat de crédit, par l'interdiction de l'usure ; au contrat de vente, par la théorie du juste prix, et au contrat de travail, par celle du juste salaire (2).

Dans les contrats du genre de l'échange, il est nécessaire qu'il y ait réciprocité (*contrapassum*), non pas dans l'identité des choses échangées, mais dans la proportion des services (*æqualitas*). Nul n'a le droit de s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui.

(1) Saint Thomas, *Somme Théologique*, II^e-II^e, q. LXI, art. 2.

(2) Léon Polier, *l'Idée du juste salaire*, p. 36, 39, 40.

A. de Tarde, *L'idée du juste prix*, p. 41.

Victor Brants, *La lutte contre l'usure dans les lois modernes*, p. 4 et seq.

Et la règle de la réciprocité et de la proportion des services eut longtemps une influence sur les faits économiques et même la législation française.

En France, en effet, à partir du ix^e siècle, le droit séculier sanctionne la prohibition du prêt à intérêt (1). Le droit coutumier cependant subit plus facilement et plus longtemps l'influence du droit canonique; mais le droit écrit, toujours plus imprégné du droit romain et hostile au droit canonique, lui résista et permit de prêter à 12, 16, 50 et même 66 % jusqu'au jour où l'ordonnance de Blois (1579) généralisa pour tout le royaume la défense canonique (2). Ainsi les ordonnances et les édits royaux, de même que les arrêts des Parlements, reflètent les décisions des Conciles et des Papes, et prohibent en principe le prêt à intérêt, tout en laissant une certaine activité au commerce d'argent.

L'époque de la Renaissance amène un essor économique remarquable. « C'est le débordement du contrat, et cela coïncide bien avec le développement de ce tourbillon commercial qui a commencé à se lever au xv^e siècle et qui a entraîné successivement dans son aire toutes les couches des populations de tous les pays du monde » (3). Vers le xvi^e siècle apparaît la thèse de la légitimité du prêt d'argent, soutenue surtout par des auteurs protestants, tels

(1) Cfr. Capit. de Lothaire I^{er} (840), art. 19.

(2) Cfr. Petri exceptiones, II, 32; Ord. de Blois, art. 202; Ord. de janv. 1629, art. 151.

(3) Harvriou, *Principes de Droit public*, p. 203.

que Bucer, Saumaise, Dumoulin et Calvin. La doctrine canonique trouve des défenseurs chez les théologiens, comme Bossuet, dans son « Traité de l'usure »; et chez les juristes, comme d'Aguesseau, Domat et Pothier. C'est dans ce sens, par exemple, que s'exprime le chancelier d'Aguesseau dans son « Mémoire sur l'agiotage », au commencement du XVIII^e siècle, au moment des exploits financiers de Law: « En matière d'engagements ou d'obligations tout ce qui est sans cause ou qui est porté hors des bornes de la cause est injuste, parce qu'alors, c'est une cause étrangère qui agit, c'est-à-dire la nécessité, l'ignorance ou l'inconsidération du vendeur ou de l'acheteur » (1).

Mais au cours de ce même siècle, l'influence des physiocrates se fit sentir en France et les premiers économistes de l'école anglaise réclamaient le principe de la liberté des conventions et des opérations financières, pour réaliser ce qu'ils appelaient « l'ordre naturel ». Ils influent sur toute la législation anglaise du commencement du XIX^e siècle et Stuart Mill cite « la sortie triomphante faite par Bentham dans ses « Lettres sur l'usure »... Les restrictions posées par les lois sur l'usure ont été depuis lors condamnées par toutes les personnes éclairées... Il serait difficile d'imaginer un cas où la tendresse du législateur pût être plus mal placée: un particulier sain d'esprit et qui a l'âge auquel les hommes ont légalement la capacité de faire leurs

(1) D'Aguesseau, *Œuvres*, t. XIII, p. 513 et suiv.

affaires, doit être considéré comme capable de défendre ses intérêts pécuniaires » (1).

Turgot eut une influence semblable sur le droit français : en 1769, il publie son « Mémoire sur les prêts d'argent », réclamant la liberté des prêts. Et nommé ministre, il applique dans l'édit de février 1776, les doctrines du laissez-faire et du laissez-passer, par l'abolition des jurandes et communautés de commerce, d'arts et métiers.

Ce fut le préliminaire de l'œuvre de la Révolution. « Depuis le xvi^e siècle, le règne de l'argent était en voie d'éclosion, mais l'Eglise, spécialement par la prohibition de l'intérêt, s'opposait à sa réalisation. C'est alors que la Révolution — en réalité beaucoup plus « ploutocratique » que « démocratique » est venue affranchir non pas le peuple, comme elle prétendait, mais l'argent » (2). Le principe de la liberté des conventions triomphe partout ; trois mesures sont prises, qui forment le contre-pied absolu de la doctrine canonique traditionnelle : liberté du prêt à intérêt (décret de la Constituante des 3-12 octobre 1789) ; liberté de la vente si entachée qu'elle soit de lésion (loi du 14 fructidor an III) et liberté du contrat de travail (loi des 14-17 juin 1791) par l'abolition des corporations.

Enfin, le principe de la liberté des conventions est inscrit dans le Code civil : « Les conventions lé-

(1) Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, trad., t. II, p. 469 et suiv.

(2) Belliot, *Manuel de Sociologie catholique*, p. 164.

galement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites », dit l'article 1134. Au moment de la rédaction du Code, Cambacérès expliquait qu'il fallait « imprimer un grand caractère aux conventions et ne pas permettre que leur stabilité fut légèrement compromise ». Portalis avait voulu, mais en vain, faire accepter par les rédacteurs du Code la notion canonique du juste prix fixé par l'estimation commune. Et il fallut l'intervention personnelle du Premier Consul, pour introduire dans le Code civil (art. 1694) une action en rescision de la vente d'immeuble pour lésion de plus des sept douzièmes. D'autre part le partage (art. 887) est également rescindable « lorsqu'un des héritiers établit à son préjudice une lésion de plus du quart ». Les engagements des mineurs sont réductibles « en cas d'excès », c'est-à-dire de lésion. Mais ce ne sont que des exceptions au principe général qu'est la liberté des conventions, et l'article 1118 spécifie que « la lésion ne vicie les conventions que dans certains contrats (la vente immobilière et le partage) ou à l'égard de certaines personnes (les mineurs) ».

L'art. 1905 du Code civil permet « de stipuler des intérêts pour simple prêt » contrairement à la règle canonique et le maximum du taux de l'intérêt conventionnel n'est même pas l'unité dans le Code, ce n'est que par la loi du 3 septembre 1807 que l'intérêt conventionnel ne peut excéder le taux de 5 % en matière civile et 6 % en matière commerciale, et cette dernière limitation a elle même été supprimée par la loi du 12 janvier 1886, qui, revenant aux

règles du Code civil, rétablit la liberté de l'intérêt en matière commerciale (1).

Le principe individualiste de la liberté des conventions prévaut contre le principe canonique de réciprocité et de proportion des services, et on a pu écrire : « Historiquement, il est incontestable que le régime contractuel tend à dominer de plus en plus dans les sociétés modernes : le droit attache une importance croissante à l'idée de contrat, qui finit par remplir les neuf dixièmes de nos codes et qui un jour y figurera depuis le premier article jusqu'au dernier » (2).

Cette assertion, vraie pour ce qui concerne la législation immédiatement issue de la Révolution, est-elle une promesse de progrès pour l'avenir et le régime juridique de la liberté des conventions ne laisse-t-il pas la place libre à l'usure ? C'est ce qu'il faut voir en étudiant le mode libéral de répartition au point de vue de l'injustice usuraire.

(1) *La Loi* du 18 avril 1918, loi de circonstance, a supprimé la limitation du taux conventionnel en matière civile.

(2) Alfred Fouillée, *Science sociale contemporaine*, p. 394.

CHAPITRE II

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE LIBÉRAL

L'usure a de multiples formes qui peuvent se ramener toutes à l'exploitation d'autrui sous le voile du contrat. C'est cette injustice usuraire au sens large, que la liberté du contrat a fait déborder au xix^e siècle, et contre laquelle la législation actuelle essaie timidement de réagir. Pour se rendre compte du trouble qu'apporte l'injustice usuraire dans le régime économique libéral, il faut voir comment se règle, sous ce régime juridique de la liberté des conventions, le partage du produit entre tous ceux qui, à divers titres, coopèrent à l'œuvre de production.

L'entreprise moderne nécessite des contrats multiples et complexes entre tous les coopérateurs à l'œuvre de production, principalement avec le régime moderne de la société anonyme. Celui qui prend l'initiative de l'entreprise, individu ou société, doit traiter par des contrats de salariat avec ceux qui apportent leur travail; par des contrats

de crédit avec des capitalistes qui apportent le capital argent, soit sous forme de contrat de prêt, soit sous forme de contrat de commandite ou d'actionnariat. Enfin, par contrat de louage, l'entrepreneur acquiert la jouissance d'un terrain, d'un immeuble, etc., nécessaire à l'entreprise.

Tous ces contrats ont pour but de déterminer la part de chacun des coopérateurs dans le partage du prix du produit. Mais certains de ces contrats ont un caractère forfaitaire; ce sont ceux de salariat, de prêt et de louage, qui forment essentiellement les frais de production. Seuls les contrats des capitalistes associés, commanditaires ou actionnaires stipulent une part indéterminée et subordonnée aux résultats de l'entreprise.

Si ces contrats sont faits sous un régime de liberté absolue et que la répartition s'opère suivant le mode libéral: le travail, l'argent, la terre ou le produit achevé seront payés plus ou moins chers suivant qu'ils seront plus ou moins désirés. Si c'est le produit achevé qui est recherché par le consommateur, l'entrepreneur retire le produit qu'il escomptait d'avance et sur l'appréciation duquel il a basé tous les contrats antérieurs.

En somme, c'est le consommateur qui indirectement détermine la part de tous les coopérateurs à l'œuvre de production. C'est ainsi que « les produits, les services, les travaux les plus utiles aux hommes, indispensables à la vie, peuvent n'avoir qu'une valeur d'échange, tandis que tels actes qui n'impliquent que certains dons naturels ou certai-

nes circonstances propices, qui ne procurent que la plus fugitive, peut-être la plus immorale jouissance, peuvent être achetés à prix d'or » (1).

Mais les désirs des consommateurs varient d'intensité et entraînent des inégalités entre les valeurs reçues par tous ceux qui offrent des services, des instruments de travail, ou des produits utilisables. Ils peuvent recevoir plus ou moins que la valeur dépensée. C'est alors qu'intervient l'action de la libre concurrence : si tel service, tel produit est demandé, des concurrents surviennent qui multiplient ces services ou ces produits et en font par le fait même descendre la valeur au niveau du coût de production. Si la concurrence continue la valeur descend au-dessous de ce même coût, ce qui décourage des concurrents, en élimine plus d'un, et la valeur du produit remonte et continue ainsi à osciller autour du coût de production.

Si maintenant on applique ces données au salaire, au loyer, à l'intérêt du capital et au profit, il sera possible de saisir sur le vif comment l'offre et la

(1) Gide, *Cours d'économie politique*, p. 4961. « Et on ne manquera pas, ajoute M. Gide, de rappeler à ce propos le mot de je ne sais quelle cantatrice, répondant à l'Impératrice Catherine, qui se plaignait qu'elle osât demander un traitement plus considérable que celui de ses maréchaux : Hé bien, faites chanter vos maréchaux ! » Le même économiste note (p. 495) qu'il n'est aucun travail (si on veut l'appeler ainsi) qui soit plus rémunéré en ce moment que celui de la boxe : il peut rapporter 20.000 ou 30.000 francs par minute.

demande influent sur leur rémunération sous un régime de liberté des conventions.

Salaire. — Sous ce régime, le taux des salaires dépend de plusieurs causes.

D'abord « les salaires dépendent du rapport qui existe entre le chiffre de la population laborieuse et les capitaux quelconques affectés à l'achat du travail » (1).

Mais si les métiers sont encombrés, le salaire peut descendre jusqu'au minimum vital, ce qui a fait dire à Ferdinand Lassalle : « La moyenne du salaire reste toujours réduite à l'entretien nécessaire communément en usage chez le peuple pour l'entretien de sa vie et de sa reproduction. Tel est le point autour duquel s'agite continuellement le salaire réel, sans pouvoir s'élever longtemps au-dessus, ni s'abaisser longtemps au-dessous » (2). Avec cette atténuation, que dans les métiers exigeant une habileté technique, le salaire peut monter au-dessus de ce qui est nécessaire à la vie, tandis qu'il peut descendre au-dessous du minimum vital de la « loi d'airain », dans les emplois non spécialisés où la concurrence des bras est illimitée.

Enfin, la productivité du travail influe aussi sur le taux des salaires, mais l'entrepreneur prend pour base, pour des ouvriers d'une même ville, la valeur produite par l'ouvrier le moins productif,

(1) Principes, I, p. 384-390.

(2) Arbeiterleserbuch, cité par Antoine, *Cours d'économie sociale*, p. 610.

valeur qu'il peut encore utiliser avec profit. « Absolument comme sur dix verres d'eau disponibles, c'est le moins utile d'entre eux qui détermine pour nous la valeur de tous les autres » (1).

Mais c'est surtout le profit escompté pour l'avenir par l'entrepreneur qui le détermine à donner un salaire plus élevé aux techniciens ou à subir les exigences des ouvriers organisés.

Loyer. — Le loyer de la terre est lui aussi déterminé par la rareté des terres à louer; l'impossibilité pour les fermiers de gagner leur vie en dehors de la culture et l'importance de la rente foncière, indépendante du travail, mais résultant de la fécondité du sol, ou de l'accroissement de la population. Et il en est de même pour le loyer des maisons, des terrains à bâtir, des machines et des forces naturelles.

Intérêt. — Pour le capital argent, il faut d'abord réserver le loyer de l'argent proprement dit, car, en conséquence de la liberté du prêt à intérêt, l'argent doit rapporter, et le capital moderne est lucratif. Si bien que les capitalistes associés ou actionnaires touchent un intérêt distinct du dividende, et il en est de même pour l'entrepreneur qui a engagé un capital dans l'entreprise. Uniforme sur un même marché et à une même date, le taux du loyer de l'argent varie dans l'espace et dans le temps, suivant qu'il est plus ou moins demandé.

(1) Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, p. 614. C'est ce qu'on a appelé la loi du salaire marginal.

En second lieu, on peut accorder au capital argent une forme d'assurance contre l'insolvabilité de l'emprunteur et qui varie suivant la sécurité du prêt et peut se confondre avec le loyer de l'argent ou taux de l'intérêt si la sécurité du prêt est absolue (escompte de la Banque de France).

Profit. — Enfin le profit est attribué à l'entrepreneur, mais il dépend des avantages que ce dernier peut avoir sur ses concurrents, comme aussi de la pression qu'il peut exercer sur les frais généraux. Car si on peut concevoir un régime de liberté des contrats et un régime juridique d'absolue concurrence, en fait on ne peut concevoir un état d'absolue égalité dans la concurrence, c'est pour cela que le profit existe.

Enfin, le dernier fait caractéristique du régime économique libéral, c'est la liberté de la spéculation. « La spéculation (1), toute compensation faite de ses torts et de ses bienfaits, de ses avantages et de ses inconvénients, est une des forces indispensables au progrès humain ; elle est à la fois impulsive vers le mieux et régulatrice. C'est elle qui pressent les besoins et les ressources de l'avenir, qui les calcule, qui proportionne celles-ci à ceux-là, qui rend l'appréciable service de rationner les ressources quand elles sont insuffisantes. C'est elle qui suscite les recherches, les approvisionnements, qui fouille le

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, t. IV, p. 63.

monde, pour arriver à satisfaire les besoins de l'homme. Elle est l'ouvrière la plus active, la plus sagace, la plus subtile qui soit. Sans elle, le monde serait morne, vivant en quelque sorte au jour le jour; il se laisserait constamment surprendre par des déficits de récoltes ou gaspillerait une abondance momentanée ». Tel est l'effet de la spéculation dans un régime économique libéral. On la dit nécessaire. Pourtant les hommes de la profession par leur action concertée pourraient remplir cette tâche mieux que la spéculation, mais il faudrait limiter l'initiative des individus; ce serait contraire à l'autonomie de chacun et à la liberté de contracter, inscrite dans nos codes modernes.

CHAPITRE III

CRITIQUE ET RETOUCHES NÉCESSAIRES

§ 1. — *Examen critique*

Le régime économique libéral, reposant tout entier sur la liberté des conventions, s'oppose au système du droit canonique et à son interprétation doctrinale, qui, ayant une haute conception de la personnalité humaine, se place nettement au point de vue des hommes et non des choses, et admet, au-dessus des parties contractantes, l'œqualitas ou justice commutative. Cette justice veut que dans tout contrat il y ait des clauses implicites ou explicites, qui ne tirent pas leur force de la volonté des contractants, mais de règles impératives et supérieures qui s'imposent dans tout contrat. Cette règle est rappelée avec insistance par le pape Léon XIII dans l'Encyclique *Rerum novarum*, à propos du salaire: « Le salaire, ainsi raisonne-t-on (dans le système libéral), une fois librement consenti de part et d'autre, le patron, en le payant, a rempli tous

ses engagements et n'est plus tenu à rien. Alors seulement la justice se trouverait lésée, si lui refusait de tout solder, ou l'ouvrier d'achever son travail.. Pareil raisonnement ne trouvera pas de juge équitable qui consente à y adhérer sans réserves, car il n'embrasse pas tous les côtés de la question et il en omet un de fort sérieux... Que le patron et l'ouvrier fassent donc tant et de telles conventions qu'il leur plaira, qu'ils tombent d'accord notamment sur le chiffre du salaire, au-dessus de leur libre volonté il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir que le salaire ne doit pas être insuffisant pour faire subsister l'ouvrier sobre et honnête » (1).

La justice commutative peut-elle se réaliser pratiquement sous le régime libéral entre les coopérateurs à l'œuvre de production par le jeu de l'offre et de la demande? La rémunération de chacun d'eux est basée sur le prix que donne le consommateur pour le produit achevé; il semble, *a priori*, que ce prix, escompté par l'entrepreneur, suffira à rému-

(1) Léon XIII, *Encyclique Rerum novarum*. « Antonin Meuger (dit M. Lucien Brocard, préface à l'ouvrage de Ryan, *Salaire et droit à l'existence*, p. VII), qui a écrit un historique si remarquable de l'idée du droit à l'existence, en fait remonter l'origine aux socialistes et aux communistes. » Mais « l'idée du droit à l'existence est très certainement le centre de la doctrine canonique. C'est, en effet, sur le besoin, sur la nécessité et le devoir de satisfaire par les moyens les plus efficaces, que les théologiens, depuis saint Thomas, ont fondé toutes les institutions économiques. »

nérer justement les salariés, les propriétaires et les capitalistes. Mais en admettant que l'entrepreneur puisse prévoir assez exactement le prix du produit d'après lequel il va traiter avec les autres coopérateurs, ces derniers pourront-ils apprécier cette valeur et, s'ils le peuvent approximativement, pourront-ils discuter avec l'entrepreneur et traiter avec lui sur un pied d'égalité absolue? L'ouvrier manuel subira, surtout s'il est isolé et s'il y a abondance de main-d'œuvre, les conditions du contrat de l'entrepreneur. Et celui-ci peut, de son côté, subir la loi de son banquier, de son commanditaire ou de son propriétaire. Car les plus forts, ceux qui imposeront leurs conditions, seront ceux qui auront à leur disposition le capital argent.

En admettant même, qu'en théorie, il y ait assez d'équilibre entre les divers coopérateurs pour que le besoin du consommateur fasse vraiment la loi à tous, cette loi sera-t-elle juste? et le prix du produit sera-t-il toujours égal à la juste valeur déterminée par l'estimation commune? Non certes, car le prix du produit peut toujours être influencé par les fluctuations de la mode et par la spéculation.

La liberté contractuelle donne donc aux détenteurs du capital argent une supériorité de fait qui lèse la justice commutative. En revanche, elle ne leur laisse que peu ou point de responsabilité.

La doctrine canonique n'autorise le capital à être rémunéré que s'il reste soumis aux risques et aux charges de la propriété: telle, par exemple, que le juste salaire. Sous le régime du libre contrat, le ca-

pitaliste prêteur obtient un avantage, l'intérêt de l'argent, mais n'assume aucune charge. Il a un risque, celui de l'insolvabilité de l'emprunteur; mais il s'assure contre ce risque, et cette prime n'est qu'une partie du loyer de l'argent, qui, lui, ne correspond à aucun risque ni à aucune charge.

En principe, les bailleurs d'immeubles et les commanditaires subissent le risque de l'entreprise et on peut leur appliquer la règle de St Thomas: « Si l'insertion du capital s'opère sans transfert de propriété, un profit éventuel peut être stipulé sans injustice usuraire ». Mais, en pratique, les bailleurs d'immeubles, les commanditaires et l'entrepreneur lui-même peuvent éluder les charges inhérentes au droit de propriété, puisque, sous un régime d'absolute liberté contractuelle, la juste rémunération du travail dépend seulement de la rareté de la main-d'œuvre, de la pression collective de l'élément ouvrier et, en définitive, de l'esprit de justice de l'entrepreneur.

Sous le régime économique libéral, les travailleurs n'ont droit qu'au salaire convenu, et le loyer de l'argent, indépendant des risques de l'industrie, tend à comprimer le taux de ces salaires, puisque les frais généraux ne sont pas indéfiniment extensibles.

C'est cette menace contre la justice du contrat de travail qui amène une si grande réaction de l'élément ouvrier contre le régime libéral et entraîne tant de conflits industriels, aboutissants logiques du régime de liberté absolue du contrat sans tempé-

rament appréciable. De son côté, la spéculation, en influant sur le coût des matières premières nécessaires à l'industrie, tend à contenir ou même à restreindre les salaires, tandis qu'elle participe au renchérissement de la vie, dont les travailleurs sont les premiers à souffrir.

Enfin, le libéralisme économique, loin de diffuser le crédit nécessaire aux classes moyennes et populaires, en prive ceux-là mêmes qui en ont le plus besoin. Car les grands établissements de crédit à forme capitaliste, la haute banque, sont obligés d'exiger des garanties réelles et ne peuvent se contenter des sûretés personnelles que peuvent seulement leur offrir les petits : agriculteurs, commerçants et surtout les salariés. Ainsi le crédit, que le mode libéral de répartition semblait ouvrir à discrétion, ne peut servir que pour ceux qui possèdent et peuvent fournir des garanties réelles.

§ 2. — *Les retouches nécessaires*

Le régime de l'entreprise comporte donc comme traits principaux : l'appropriation privée des moyens de production ; l'usage des contrats de salariat, de location et de crédit ; enfin l'attribution du profit à l'entrepreneur et à ses associés capitalistes. En principe ce système devrait fonctionner à la satisfaction de tous les coopérateurs à l'œuvre de production, mais pour cela il faudrait qu'il remplisse certaines conditions essentielles de justice.

Dans le contrat de salaire, la rémunération stipule que le salarié, devrait se mesurer sur la productivité de son travail et sur les nécessités de sa subsistance vitale. Car si on suppose un ouvrier en pleine possession de ses moyens, la prestation fournie à son employeur vaut au moins ce qui est nécessaire à un travailleur sobre et honnête. Si ce minimum n'est pas atteint, c'est que le prix des choses est faussé sur le marché et que le prix courant ne permet pas de reconstituer les frais de production. Le salaire vital est ainsi un minimum, mais si la prestation fournie excède ce minimum, le patron n'a aucun droit à conserver ce supplément.

Si on ne peut évaluer individuellement, la productivité du travail d'une catégorie d'ouvriers dans la valeur du produit, tout de même le travail a une part dans la prospérité de l'industrie et il serait équitable qu'il participe à cette prospérité par un salaire plus juste. C'est le résultat que l'on obtient dans une organisation ouvrière avancée, par les échelles mobiles des salaires, qui font dépendre leur taux du prix de vente des produits.

Le salaire vital serait celui qui correspondrait aux besoins moyens d'une famille ouvrière. On ne peut pas adapter le salaire aux besoins particuliers de chaque foyer; ce serait injuste, car à travail égal, il faut salaire égal; ce serait périlleux pour les nombreuses familles, dont le chef coûterait trop cher à l'entrepreneur. Le but à poursuivre « c'est que l'ensemble des travailleurs manuels ayant une

famille puissent satisfaire normalement leurs besoins » (1).

Le salaire vital comprendrait deux portions principales : une somme suffisante pour l'entretien quotidien de la famille et une prime d'assurance contre les risques d'interruptions involontaires du travail : accidents, maladies, invalidité et chômage, versée au nom du salarié à des caisses, de préférence professionnelles. La constitution d'assurances avec contribution obligatoire du patron est une intervention légale permettant de procurer au salarié, d'une façon partielle, le minimum requis pour la subsistance vitale.

Aujourd'hui, le contrat de travail dépend des arrangements des capitalistes entre eux. Il faut les contrebalancer par l'organisation ouvrière et l'institution légale de comités de salaires. Car, « outre son aptitude à procurer un équitable traitement aux travailleurs, l'association ouvrière, par son intervention dans le régime du travail, répond à d'autres égards encore, aux vœux de la réforme contre l'injustice usuraire. Elle est d'abord un moyen de relever les prolétaires de l'état d'infériorité, qui altère la libre et sage détermination de la valeur du travail ; elle est un élément de détermination de cette « *estimatio communis* », de ce jugement émané véritablement de la communauté, qui doit fixer la juste valeur du travail... Ensuite, lorsque l'association ouvrière sert de point de départ aux insti-

(1) Lucien Brocard, préface, *op. cit.*, p. XXVIII.

tutions permanentes de conciliation et d'arbitrage, aux chambres mixtes, aux conseils d'usine..., elle rapproche du contrat de société, qui devrait être la forme type du concours entre le capital et le travail » (1).

Le contrat de crédit doit lui aussi présenter certaines conditions de justice. Une rémunération peut être stipulée au profit du bailleur de fonds, qui ne se dessaisira de son argent que moyennant un avantage; c'est l'intérêt de notre état économique actuel, qu'on ne peut expliquer et justifier en définitive que par le profit réalisé par l'entrepreneur à l'aide du capital prêté. On peut d'ailleurs concevoir des intérêts qui ne résulteraient pas d'un mutuum ou prêt pur et simple, mais d'une quasi-société avec, au profit du prêteur, un revenu prélevé sur les bénéfices de l'entreprise.

Le prêt deviendrait plus aléatoire, quant au revenu. Mais pour ne pas entraver la communication des capitaux, l'entrepreneur garantirait au capitaliste prêteur d'abord un droit de préférence pour le recouvrement des fonds sur les commanditaires et actionnaires, et en second lieu un droit de préférence sur le profit. Les capitalistes associés ne viendraient qu'ensuite sur les bénéfices (2). Enfin pour

(1) Savatier, *le capital*, *op. cit.*, n. 226.

(2) Déjà des projets de lois de la commission extra-parlementaire des Sociétés par actions (Chambre des députés, 3 avril 1903 et 18 juin 1906) tendent à organiser le groupement des obligataires et d'en faire des quasi-associés, quant aux droits de contrôle.

le risque de perte du capital, il suffirait de stipuler une prime d'assurance prélevée sur les frais généraux de l'entreprise.

Il existe un lien étroit entre tous les contrats que passe l'entrepreneur, et ils réagissent l'un sur l'autre. On a pu dire que « tout contrat de crédit contient un contrat de travail ou y aboutit » et que « le concours du travail est le moyen nécessaire pour mettre en œuvre le capital et retirer de son emploi une plus-value » (1). Pour combattre l'injustice usuraire, qui pressure les salaires au profit des capitaux, il conviendrait de subordonner la perception de l'intérêt et du profit lui-même à l'acquiescement du juste salaire.

Enfin, pour enrayer la spéculation, il convient d'abord d'organiser professionnellement les marchés ou bourses où se règlent les cours des matières premières ou marchandises. Ces bourses de commerce seraient administrées par des conseils formés des représentants des professions intéressées. Ils régleraient les marchés à terme, qui ne subsisteraient que dans la limite utile au commerce et à l'industrie, et écarteraient par des mesures de publicité et de contrôle les personnes étrangères à la profession (2). En second lieu, il faudrait incriminer et réprimer pénalement la spéculation coupable : accaparement, réclame mensongère, fraude ou concurrence déloyale.

(1) Savatier, *Le capital*, op. cit., p. 219-220.

(2) Voir *Loi de finances* du 27 février 1912.

Pour réagir enfin contre l'injustice usuraire sous toutes ses formes, il est nécessaire d'organiser le crédit aux classes moyennes et populaires, que ne peut assurer le concours des grandes banques. C'est surtout par le crédit coopératif, qu'il sera possible d'aider le petit commerce et la petite industrie. Les membres de la même profession mettent en commun leurs disponibilités, reçoivent les dépôts et en font des avances aux membres de l'association. Les dépôts produisent un intérêt que donnent les emprunteurs, cet intérêt est justifié par l'association professionnelle, il n'est plus qu'une ristourne, puisque les associés sont tour à tour prêteurs et emprunteurs. En second lieu, l'association étant fondée sur la responsabilité illimitée et solidaire de tous les associés, l'intérêt est la contre-partie d'une véritable charge.

Ainsi, en substituant le principe canonique de justice commutative au principe individualiste de la liberté des conventions, il serait possible, en se conformant aux conditions de justice envisagées, d'instaurer un mode économique de répartition qui permettrait de combattre l'injustice usuraire qui se glisse dans le système économique libéral, et contre laquelle commencent à réagir, trop timidement encore, une doctrine, une jurisprudence, une organisation professionnelle et, dans certains pays, la législation elle-même.

TROISIÈME PARTIE

RÉACTION CONTEMPORAINE DANS LES FAITS CONTRE LA TOLÉRANCE LÉGALE DE L'INJUSTICE USURAIRES

CHAPITRE PREMIER

RÉACTION DANS LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE

Longtemps, sous prétexte de liberté des contrats, les Codes modernes ont toléré l'injustice usuraire. Les conventions tiennent lieu de lois aux parties et le juge est chargé uniquement d'assurer le respect du contrat, sans pouvoir le modifier ni l'annuler, malgré qu'il lèse manifestement les intérêts de l'un des contractants. Le principe de l'autonomie de la volonté semble sauvegarder la liberté de chaque individu et assurer parfaitement son droit personnel; et la loi du XIX^e siècle, s'inspirant de ces principes, à part quelques règles impérati-

ves ou prohibitives auxquelles on ne peut déroger par conventions particulières, apparaît surtout comme une « simple garantie de l'exécution des contrats » (1). Il faut arriver à la fin du xix^e siècle et jusqu'à nos jours pour trouver dans la doctrine et la jurisprudence des atténuations importantes au principe de l'autonomie de la volonté.

§ 1. — *La doctrine*

En France, sous l'influence de la philosophie du xviii^e siècle, on a cherché le fondement du droit dans l'idée de liberté individuelle. « Le droit est une propriété inhérente à la nature humaine... il se confond avec la liberté humaine, dont il n'est que le dérivé ou l'application » (2). D'après cette conception du droit, on ne peut demander aucun compte à celui qui exerce son droit; et on ne peut pas rechercher dans quelle intention, dans quel but il a agi, ni quelles sont les conséquences de son action. Quand on agit dans les limites de la loi, on peut faire ce qui plaît dans la mesure de son droit, et s'il en résulte un dommage pour autrui, on n'est pas tenu de le réparer. Telle est la conséquence de la thèse individualiste. Mais contre cette conception stricte et purement libérale une réaction profonde s'est opérée: on s'est aperçu que la liberté couvrirait

(1) Sumner Maine, *l'Ancien droit*, cité par Fouillée, *Science sociale contemporaine*, p. 34.

(2) Beudant, *Introduction au cours de droit civil*, p. 8.

bien des injustices, et il s'est formé en doctrine et en jurisprudence une théorie de l'abus du droit. Cette théorie a des origines lointaines dans toutes les législations; en droit romain, elle explique et détermine le développement d'institutions, telles que la protection de l'esclave contre le maître, de l'enfant contre le père, la répression de la fraude, et l'introduction de l'action paulienne. Cette idée de l'abus du droit prend actuellement un regain d'actualité, car elle correspond de l'activité contractuelle moderne: « Elle marque une étape dans l'évolution de la conscience juridique de notre pays »; elle constitue une réaction contre l'individualisme du droit révolutionnaire et permet d'atteindre les actes d'injustice usuraire qui se cachent sous des formes parfaitement légales. En effet « on abuse de son droit quand, restant dans ses limites, on vise un but différent de celui qu'a eu en vue le législateur » (1).

La théorie de l'abus du droit peut s'appliquer aussi aux droits qui ont une source contractuelle. L'interprète du contrat pourra rechercher si le titulaire d'un droit n'en use pas contrairement à l'accord tacite des parties contractantes et à l'intention qui a présidé ou qui a dû présider à la formation du contrat. En application de la maxime: *Summum jus, summa injuria*, la doctrine tend de plus en plus à permettre à l'interprète du contrat de scruter l'intention du contractant et de rechercher

(1) Porcherot, *L'abus du droit*, p. 215.

quel a été le but qu'il a entendu viser : on est libre d'user des droits que donne le contrat, mais en ne les exerçant que dans un but conforme à la destination sociale et économique de ce droit (1).

Il serait possible en élargissant la conception de l'abus du droit de l'appliquer à l'exécution des contrats léonins et de permettre ainsi au juge de les interpréter en faveur de la partie la plus faible, pour la protéger contre les conséquences d'un acte usuraire dissimulé sous les apparences de l'exercice légal d'un droit.

L'idée de l'abus du droit « fournit le moyen de prévenir l'injustice qui naît de l'extrême rigueur du droit » et « on pourrait dire que le mouvement social contemporain a pour caractère essentiel d'élargir le domaine du droit et de transformer en obligations positives ce qu'on était habitué à considérer comme des devoirs de charité ; c'est en partie une réaction contre l'individualisme exclusif de la Révolution et de l'économie politique orthodoxe » (2).

La doctrine actuelle reconnaît de plus en plus que l'équivalence idéale des prestations ne peut être facilement obtenue dans les contrats du genre commutatif, puisque l'une des parties a besoin de ce que l'autre possède et que leur situation économi-

(1) Saleilles, *Etude sur l'obligation*, p. 371.

(2) Charmont. *Questions de responsabilité*, *Revue critique*, 1898.

que différente peut facilement mettre l'un des contractants dans la dépendance de l'autre. Ce qui permet à la partie prépondérante d'abuser de sa situation pour exploiter l'autre sous le voile du contrat. Aussi les civilistes affirment aujourd'hui que c'est « une erreur de dire que le principe de la liberté des conventions suffit à tout » (1).

« Je reconnais, écrit M. Meynial (2), que l'avènement à la vie juridique de toute une partie peu éclairée de la population sans défense contre bien des habiletés de droit, que la disparition du caractère quasi-patriarcal de bien des rapports sociaux et la substitution pour eux de la règle contractuelle inflexible à des usages autrefois plus souples, plus empreints de cordialité, ou même de pitié, je reconnais que tout cela rend plus manifeste le besoin de protection de beaucoup contre les surprises de leur activité contractuelle ».

Il n'est pas permis de faciliter, au nom de la liberté des conventions, la suprématie du contractant le plus fort ou le plus habile sur l'autre; et le fétichisme de l'autonomie de la volonté doit être de plus en plus abandonné. Car, dit M. Saleilles (3), « le contrat n'est pas l'acte de maîtrise d'une volonté créatrice de droit, mais le procédé d'adaptation des volontés privées à l'utilisation des efforts

(1) Glasson, *le Code civil et la question ouvrière*, p. 11.

(2) La déclaration de volonté, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, p. 545 et suiv.

(3) La déclaration de volonté.

communs pour la satisfaction des intérêts individuels réciproques. Aussi est-ce d'après le but social de ce procédé de solidarité juridique et non d'après la fantaisie individuelle de chacun de ceux qui y prennent part, que ce contrat doit être interprété et appliqué. Sans doute, certains voudraient limiter la protection des individus contre le dérèglement ou les exploitations de leur activité contractuelle à ceux que le droit qualifie d'incapables, aux mineurs », « vouloir protéger les majeurs serait faire de la sensiblerie peu juridique » (1) prétendent certains. Mais « les idées de protection des personnes capables ne sont pas si abandonnées qu'on le dit. Il ne suffit pas de proclamer que tous les hommes sont maîtres d'eux-mêmes, pour qu'ils le soient vraiment. L'esprit moderne finit par tenir compte de leurs faiblesses, sans attacher à la seule étiquette de capacité plus d'importance qu'il ne convient à une présomption légale » (2).

En vertu du principe d'utilité sociale « on ne s'inclinera pas d'emblée devant cette prétendue manifestation de volontés libres et souveraines que présente tout contrat, mais on recherchera dans quelle mesure il est équitable et opportun de doter de la force obligatoire, sanctionnée au besoin de l'autorité de la puissance publique, les dispositions revê-

(1) Fernand Hayem, *De l'idée de lésion dans les contrats entre majeurs*, p. 54.

(2) Jean Perrin, *Essai sur la réductibilité des obligations excessives*, p. 342.

tues de l'appareil contractuel. On sera naturellement conduit non pas à abandonner, mais à restreindre l'autonomie des volontés, pour ne tenir compte que de celles de leurs manifestations qui ne seront pas socialement funestes... Au lieu donc d'envisager l'accord des volontés comme une manifestation de leur autonomie et de leur indépendance, on ne le prendra en considération et on ne demandera au juge de le sanctionner, au nom de la loi, que dans la mesure où il est socialement acceptable. La société ne peut pas faire sienné une convention qui lui est directement contraire » (1).

Et l'influence de cette doctrine se fait sentir par l'introduction dans les lois régissant les contrats, de règles, non plus interprétatives ou exprimant la volonté présumée des parties, mais impératives, auxquelles on ne peut déroger par convention. Telle est la règle impérative introduite par la loi du 17 mars 1905 sur les clauses de non-responsabilité en matière de transport. L'article 103 du Code de commerce était ainsi conçu : « Le voiturier est garant de la perte des objets à transporter, hors le cas de force majeure. Il est garant des avaries autres que celles qui proviennent du vice propre de la chose ou de la force majeure ». Et la loi du 17 mars 1905 ajoute : « Toute clause contraire insérée dans toute lettre de voiture, tarif ou autre pièce quelconque est nulle ». Telle est encore, dans la loi du 9 avril 1898, sur les accidents de travail, la règle impéra-

(1) Dijol, *Des contrats lésionnaires*, p. 39.

tive de l'article 30, qui défend de faire retomber sur l'ouvrier le risque professionnel que la loi met à la charge du patron. Telle est enfin, dans la loi du 27 décembre 1890 sur la rupture du contrat de travail, la clause qui interdit aux parties de renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en cas de résiliation du contrat par la volonté d'un seul.

La même tendance à protéger le contractant le plus faible contre la supériorité du plus fort se retrouve aussi en matière de contrat d'adhésion, dans lequel une des parties dicte les clauses du contrat, l'autre ne pouvant pas les discuter, mais seulement accepter ou refuser en bloc la convention proposée. C'est ce qui a lieu en matière de contrat de transport, de contrat d'assurance, où les tarifs ne sont pas discutables; en cas d'entreprise de travaux publics, où il faut que les entrepreneurs acceptent le cahier des charges sans discussion; enfin surtout dans le contrat de travail, où l'ouvrier adhère à un tarif de salaire, qu'il est souvent forcé d'accepter sans discussion valable, pressé par des nécessités vitales.

Dans les contrats dits d'adhésion, le principe de l'article 1134 du Code civil, « Les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites », entraînerait presque toujours l'exploitation usuraire de l'une des parties par l'autre si la loi n'intervenait pas par mesure d'ordre public, ou si la jurisprudence n'interprétait pas strictement les obligations de la partie qui impose le contrat et ses clauses. En

effet, « si l'une des parties n'a rien eu à débattre et n'a eu qu'à accepter, l'obligation de respecter l'usage contractuel et la loyauté s'imposent plus étroitement à l'autre partie, puisqu'elle est seule à avoir la responsabilité de ces exigences d'équité et qu'il n'y a pas à compter pour les faire respecter sur un débat contradictoire, sur les transactions et compromis, qui, dans les contrats ordinaires, sont la sauvegarde de la loyauté contractuelle » (1).

Les économistes, comme les juristes, sont obligés de reconnaître la faillite du libéralisme absolu en matière contractuelle. Le prix, le salaire, le loyer de concurrence étaient réputés justes par le fait même. Mais le salaire de concurrence, qui devient un salaire de famine pour les victimes du sweating-system, est réprouvé par l'opinion publique toute entière; tandis que suivant le même ordre d'idée, dans les adjudications de travaux publics, les Etats modernes sont forcés d'introduire des clauses garantissant un minimum de salaire: donc le salaire de concurrence ne peut être considéré comme toujours juste en fait. Il en est de même pour les prix: l'autorité publique est obligée d'intervenir contre les abus des monopoles actuels, de sévir contre l'accaparement, de taxer les produits et de réglementer les prix des denrées et des marchandises. En même temps, elle est amenée à faire progresser les salaires et les traitements proportionnellement

(1) Saleilles, *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1906, p. 216.

à la cherté de la vie. C'est ainsi que les théories morales des théologiens du Moyen Age jouissent d'un regain d'actualité, et leurs conceptions de juste prix et de juste salaire, « loin d'être abandonnées, prennent une importance nouvelle dans la vie économique actuelle » et « dirigent à leur insu ceux-là même qui se défendent le plus de faire œuvre morale » (1).

§ 2. — *La jurisprudence*

Il est intéressant de suivre l'évolution de la jurisprudence qui complète et corrige la loi écrite : c'est par la théorie des « obligations excessives » qu'elle est arrivée à ne pas sanctionner des conventions manifestement usuraires. Le Code civil (article 484) ne prévoit la réductibilité de l'obligation en cas d'excès, que si l'obligé est mineur, et le juge est libre d'apprécier cet excès. De là à protéger une personne capable, il n'y a qu'un pas, et la jurisprudence l'a franchi, en réduisant les obligations excessives contractées par une personne sous l'influence de la légèreté, de l'ignorance ou de l'inexpérience des affaires ou sous la pression de la nécessité. « Qu'un émancipé contracte afin de renouveler chez lui les jeux antiques du cirque ou de fonder à l'instar du fils d'Anchise des empires coloniaux ; que le Juif d'Amsterdam s'engage à don-

(1) De Tarde, *L'idée du juste prix*, op. cit., p. 15.

ner 300.000 florins au sauveteur intéressé qui lui ramènera son épouse en danger d'être brûlée vive (1); qu'un naïf bourgeois promette à un agent d'affaires une récompense royale, si, par l'entremise de ce dernier, il obtient un résultat qu'avec un peu d'ordre et de soin il eût aisément atteint lui-même, la bienveillante réductibilité des obligations apparaît et s'impose. Du contrat inviolable qui liait les parties, elle fait quelque chose de plus souple, capable d'être modifié, transformé par le juge. Elle protège le prodigue contre sa manie, l'émancipé contre son inexpérience et contre ses exploitteurs; elle ramène l'agent d'affaires à des prétentions plus modestes » (2).

Les tribunaux ont appliqué ce principe en maintes circonstances en réduisant à de plus justes proportions les factures exagérées présentées par des fournisseurs, des honoraires des professions libérales, et ils se sont servi de cette théorie des obligations excessives pour arriver à réduire les clauses pénales elles-mêmes.

Il est très fréquent que les magistrats réduisent des factures de couturiers ou de fourreurs à un chiffre souvent très inférieur au montant primitif du total. En général, le débiteur conteste le prix prétendu par le vendeur. Il soutient avoir acheté à un autre prix convenu explicitement: si le vendeur ne peut prouver son allégation, l'acheteur sera ad-

(1) Duranton, *Cours de Droit français*, t. X, n° 343.

(2) Jean Perrin, *Essai sur la réductibilité des obligations excessives*, op. cit., p. III.

mis à faire sa preuve, mais en aucun cas le juge ne pourra se substituer aux parties pour refaire le contrat en « arbitrant d'office un prix intermédiaire basé sur la valeur à laquelle il estime » la chose vendue (Cass., ch. civ., 9 mai 1898, D. 99-1-44). Il ne pourra que prononcer la nullité de la vente pour non fixation du prix, ou bien condamner l'acheteur au paiement de ce qu'il offre. Si les parties reconnaissent qu'elles se sont tacitement référées aux usages pour la fixation du prix, il faudra l'apprécier par une expertise qui aboutit le plus souvent à une réduction de la facture contestée, comme renfermant des prétentions excessives (Paris, 23 mars 1897, *la Loi*, 1897, p. 605).

Les tribunaux réduisent de même les honoraires des personnes exerçant des professions libérales, tels que les agents d'affaires, les médecins et les architectes.

Pour ce qui concerne les médecins, la jurisprudence a pris l'habitude de reviser leurs honoraires en se basant sur ce que le médecin peut facilement exercer une contrainte morale sur son client. L'état où se trouve le malade au moment de la convention peut impliquer un manque de liberté du consentement. Le médecin stipulant a profité de la crainte d'un péril fortuit et les juges admettent dans ce cas la réduction des honoraires. Ainsi le tribunal du Havre (16 janv. 1897, *la Loi*, 1897, p. 819) annule l'engagement de 5.000 francs souscrit par une malade alors qu'elle était en état de faiblesse extrême et accorde 2.000 francs seulement au chirurgien.

Le tribunal de la Seine est allé plus loin en reconnaissant un manque de consentement, non pas chez le malade, mais chez le père du malade. Ce dernier avait souscrit un engagement de 3.400 francs représentant le traitement de son fils pendant un mois. L'enfant mourut au bout de six jours. Le tribunal, en l'absence de stipulation formelle, réduisit les honoraires, en se fondant sur l'état désespéré de l'enfant au moment de la convention et sur ce que le médecin, en écrivant au père, « faisait espérer la guérison pour le décider à essayer son traitement, spéculant ainsi sur l'état d'esprit d'un père décidé dans son désespoir à épuiser tous les moyens pour tenter de sauver son fils » (Trib. Seine, 5^e ch., 10 févr. 1894, *la Loi*, 1894, p. 422).

De même que pour les notes excessives des fournisseurs, les tribunaux réduisent les demandes des médecins au montant fixé par l'usage local, quand il y a seulement convention tacite. Et même les juges se permettent de réduire les honoraires du médecin quand on ne conteste ni le prix ni le nombre de visites. Ainsi le Tribunal de la Seine, le 13 mai 1898, après avoir reconnu qu'un médecin avait fait à une malade 651 visites à raison de 10 francs chaque, déclara « qu'étant donné le grand nombre de ces visites, il y avait lieu de fixer le prix de la visite à 8 francs au lieu de 10 francs » (Trib. Seine, 13 mai 1898, *la Loi*, 1898, p. 458) (1).

(1) C. Trib. Pau, 13 janv. 1898, *la Loi*, 1898, p. 150. — *Sur la fixation des honoraires en justice*: Seine, 16 déc.

En ce qui concerne les honoraires des architectes, la jurisprudence admet la réduction du salaire quand il y a inexécution partielle ou mauvaise exécution du mandat (Paris, 16 juillet 1902, *Gaz. Trib.*, 2 janvier 1903), mais ne paraît pas devoir admettre facilement la réductibilité pour cause d'exagération (C. Paris, 29 déc. 1859) (1). Et cependant un jugement du Tribunal de la Seine, pour réduire les honoraires d'un architecte qui avait « fixé ses honoraires d'une façon arbitraire, puisqu'il dépendait de lui, pour en élever le chiffre, d'établir des devis exagérés », se fonde exclusivement sur le droit de réduire le salaire du mandataire (Trib. Seine, 19 juillet 1893, *la Loi*, 1893, p. 920) (2).

La jurisprudence est aussi sévère pour les agents d'affaires, généalogistes ou chercheurs de successions, mais toutefois elle considère que les agents d'affaires, faisant profession d'exercer des man-

1893, *la Loi*, 24 janv. 1894; Seine, 10 fév. 1894, *la Loi*, 1^{er} mai 1894; Seine, 5 déc. 1893, *la Loi*, 23 déc. 1893; Lyon, 11 mai 1895, *la Loi*, 1895, p. 508; Seine, 5 avril 1897, *la Loi*, 1897, p. 379; Just. Paix, Paris, 31 oct. 1900, *la Loi*, 1900, p. 822; Bordeaux, 14 févr. 1900, *la Loi*, 1900, p. 513.

(1) Cité par Masselin, *Nouvelle jurisprudence sur les honoraires des architectes*, p. 81.

(2) Quant aux réductions opérées par les tribunaux pour les réclamations d'honoraires, v. cass. 19 mai 1890, *la Loi*, 1890, p. 515; Trib. Lyon, 5 mai 1893, *la Loi*, 1893, p. 947; Just. Paix Lonjumeau, 27 nov. 1895, *la Loi*, 1895, p. 1102; Trib. Saint-Nazaire, 22 fév. 1895, *la Loi*, 1895, p. 264; Montpellier, 25 juillet 1901, *Mon. Midi*, 3 nov. 1901.

dates, le mandat à leur égard doit toujours être présumé salarié (Seine, 24 janv. 1889, *la Loi*, 5 juillet 1889). En l'absence de convention formelle, elle réduit fortement les salaires convenus avec eux, lorsqu'ils lui paraissent exagérés. On en trouve des exemples dans la réduction du salaire d'un agent d'affaires chargé de la conduite d'un procès (Cass. civ., 9 mai 1866, S. 66-1-273), de la défense d'un propriétaire devant le jury d'expropriation (Trib. Lyon, 3 juin 1892, *la Loi*, 1892, p. 1014, et Lyon, 15 mars 1893, *la Loi*, 1893, p. 815; Paris, 20 nov. 1894, S. 97-2-214); de la liquidation d'une succession (Cass. req., 11 mars 1824, S. V. 25-1-133); du recouvrement de créances (Paris, 2 nov. 1898, *la Loi*, 1899, p. 21); de la vente d'un fonds de commerce (Trib. comm. Seine, 24 février 1859, *J. Tr. comm.*, 1860, IX, 340) (1); de la négociation d'un emprunt (Cass., 9 mai 1867, D. 1867-1-52; Trib. Seine, 29 janv. 1895, *la Loi*, 1895, p. 419).

La jurisprudence réduit encore le prix de cession des offices ministériels (2), quand le cessionnaire est d'accord avec le cédant pour majorer les produits de l'étude, et même quand le cessionnaire a seul dressé l'état de ces produits au vu duquel la chancellerie avait fixé le prix de l'office (3).

(1) Paris, 8 mars 1882, D. 83-2-244; Paris, 3 avril 1860, *J. Trib. comm.* 1860, IX, 339 et 18 juillet 1860, *id.*, IX, 402; Seine, 2 avril 1890, *la Loi*, 1890, p. 316.

(2) Cass. 7 juillet 1841, S. 41-1-572 et 673; Cass. req., 6 déc. 1852, D. 53-1-118; Paris, 7 mars 1857, D. 57-2-100.

(3) Rouen, 16 avril 1890, *la Loi* 1890, p. 535; Caen, 1^{er} déc. 1894, S. 95-2-282.

Enfin les tribunaux réduisent le salaire des mandataires. En cette matière la jurisprudence a suivi une évolution complète. Il a été jugé que pour faire réduire le salaire convenu entre mandant et mandataire, il n'est pas nécessaire de fournir la preuve d'un manque de liberté dans le consentement: c'est ce qu'a décidé le 11 mars 1824, la Cour de cassation (Chambre des requêtes), statuant sur un arrêt du 6 janvier 1823, en affirmant « que tout salaire d'agent d'affaires est sujet à évaluation et règlement par le juge » (Cass., 11 mars 1824, S. V., 25-1-133). Et depuis la Chambre des requêtes, dont la jurisprudence est définitivement établie, rend une série d'arrêts conformes au principe qu'elle a admis (1). Le seul fait que le salaire payé est exagéré par rapport au service rendu ou à rendre par le mandataire donne droit à la réduction (2). Le mandant pourrait faire réduire, même s'il a payé librement après exécution du mandat, même si la convention fixant les honoraires est postérieure à l'exécution du mandat (3). Cette jurisprudence est surtout ri-

(1) Cass. req. 7 fév. 1855; cass. req. 18 avril 1855, S. 55-1-527, D. 55-1-206; Cass. req., 1^{er} juillet 1856, D. 56-1-464; Cass. req., 12 janvier 1863, S. 63-1-249.

(2) Cass. civ., 13 fév. 1872, S. 72-1-17; Cass. civ., 8 avril 1872, S. 72-1-207; Cass. req. 28 fév. 1877, D. 78-1-78; Cass. req. 24 fév. 91, D. 91-5-336; Cass. civ. 13 mai 1884, D. 85-1-21; Cass. 30 oct. 1895, S. 97-1-394.

(3) Cass. req., 16 janvier 1882, S. 82-1-199; Cass. req. 29 février 1904, D., 1904-1-263; Cass. civ. 13 mai 1884, D. 85-1-21; Req. 8 avril 1872, D. 73-1-259; 24 fév. 1891, D. 91-5-336.

goureuse pour les mandataires de profession : notaires et avoués (1).

La jurisprudence est allée jusqu'à réduire les clauses pénales excessives, reprenant ainsi les pouvoirs attribués aux juges dans l'ancien droit. Le Code civil, dans son article 1152, interdit au juge de modifier la clause pénale, ou dommages-intérêts déterminés à l'avance au cas d'inexécution de la convention (art. 1229, C. c.). C'est pousser à l'extrême le principe de la liberté des conventions ; aussi cette liberté des clauses pénales, qui favorisait trop l'injustice usuraire et dont l'exécution réclamée en justice eût été monstrueuse (Dijon, 5 janv. 1838, Dalloz, Rép. V. obligations, n° 1385), a amené la jurisprudence à réduire ou à supprimer par des moyens détournés et sans heurter de front l'art. 1152, toute clause pénale excessive. Les tribunaux y arrivent de diverses façons : ils peuvent interpréter restrictivement la clause pénale, par exemple en ne permettant pas au stipulant de demander le principal et la peine, à la fois (article 1229, 2), à moins de stipulation formelle ou quand l'intention des parties n'apparaît pas clairement (2) ; ou bien en déclarant la clause inapplicable au cas qui se pré-

(1) Bourges, 1^{er} mai 1901, D. 1903-2-235 ; Lyon, 23 nov. 1894, *la Loi*, 94, p. 1103 ; Agen, 2 mars 1893, *la Loi*, 93, p. 999 ; Trib. Seine, 3 mars 1895, *la Loi*, 95, p. 641.

(2) Cass., 27 avril 1840, S. 40-1-728 ; Cass., 8 juill. 1873, D. 74-1-56.

sente (1) ; ou encore en décidant que celui qui a enfreint les prohibitions de la clause était de bonne foi, que la clause était ambiguë, susceptible d'interprétations diverses et « dans le doute la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation » (article 1162 (2). Le juge peut aussi déclarer la clause pénale hors de proportion avec la minime importance du fait incriminé par le stipulant, et décider qu'il n'y a pas lieu d'en tenir compte (3).

Qu'il s'agisse donc de réduction d'honoraires ou de salaire d'un mandataire ou de réduction de clauses pénales, c'est en somme « l'idée de sanctionner légalement la loyauté dans le contrat » qui se dégage de la jurisprudence et se fait accepter partout, malgré le Code civil lui-même. Trop longtemps le juge a été considéré seulement comme l'interprète de la volonté individuelle ; aujourd'hui il tend à devenir « le protecteur de l'égalité sociale que le contrat pourrait altérer » (4).

(1) Trib. Lyon, 30 juillet 1895, *la Loi*, 1895, p. 967 ; Toulouse, 28 mai 1900, *Gaz. Trib. Midi*, 8 juillet, 1900, *Rec. Gaz. Trib.* 1902, v. *obligation* n° 12.

(2) Douai, 26 avril 1845, S. 1845-2-555 ; *Gaz. Pal.*, 88-2-209 ; Trib. Seine, 14 avril 1892, *la Loi*, 1892, p. 384.

(3) Toulouse, 22 déc. 1900, *la Loi*, 1900, p. 299 ; Cass. req. 29 février 1892, *la Loi* 92, 229.

(4) Brants, *Les formes actuelles de la lutte contre l'usure*, p. 1.

CHAPITRE II

FAITS D'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

ANTI-USURAIRES

L'organisation professionnelle peut réagir contre la fraude et la concurrence déloyale, actes connexes de l'exploitation usuraire, puisque l'abus se commet, non dans les clauses du contrat, mais à l'occasion de son exécution. C'est ainsi que les actes de fraudes dont a souffert la viticulture française ont été poursuivis par l'action syndicale des membres de la profession, et la loi du 29 juin 1907 a habilité « les syndicats formés pour la défense des intérêts généraux de la viticulture et du commerce des vins, à exercer les droits reconnus à la partie civile par le Code d'instruction criminelle relativement aux fraudes et falsifications de vins prévues par les lois ».

Mais l'organisation professionnelle patronale et ouvrière peut surtout réagir contre l'exploitation usuraire elle-même. C'est ce qui a lieu dans les bourses de marchandises, à l'encontre des spécula-

teurs ou joueurs n'appartenant pas à la profession, dont l'intervention fausse les prix normaux et porte préjudice aux membres des professions intéressées. Pour empêcher cette action néfaste des joueurs étrangers à la profession, il s'est créé des organisations professionnelles, connues sous le nom de caisses de liquidation (1), dont les plus importantes ont été instituées au Havre et à Roubaix, Tourcoing pour le commerce des laines.

Les caisses de liquidation garantissent, moyennant le versement de commissions, l'accomplissement des opérations du marché à terme qu'on leur soumet. D'après les règles des statuts, l'inscription de l'opération à terme tend à écarter les spéculateurs étrangers à la profession pour laquelle le marché est établi. L'article 2 des statuts de la Caisse de liquidation de Roubaix-Tourcoing décide en effet : « Toute personne domiciliée à Roubaix ou à Tourcoing, qui veut opérer sur le marché à terme par l'entremise de la Caisse de liquidation, doit adresser préalablement une demande à l'effet d'être agréée par le Conseil d'administration de la Société et de fixer les limites de son crédit. De plus, pour être admise, elle doit appartenir soit au commerce, soit à l'industrie de la laine ».

Le Conseil d'administration pour enrayer les manœuvres d'accaparement, véritables exploitations usuraires, peut augmenter le dépôt ou cau-

(1) V. P. Delcambre. *Les caisses de liquidation et les opérations à terme sur marchandises.*

tionnement exigé pour l'inscription de chaque affaire, et cela aussi haut qu'il est nécessaire pour rétablir l'équilibre sur le marché. Enfin, si cela ne suffit pas, le Conseil peut suspendre les livraisons, quand les manœuvres de spéculation ont amené une différence de plus de 10 % entre les cours de deux mois successifs.

Comme les organisations patronales, les organisations professionnelles ouvrières luttent contre l'injustice usuraire, qui tend à se glisser dans le contrat de travail. Le régime instaurant la liberté du travail entrava longtemps l'action collective des ouvriers, elle se manifesta d'abord par les grèves et enfin surtout par les syndicats autorisés par la loi du 21 mars 1884.

L'organisation ouvrière permet de contrebalancer la force patronale, établit ainsi un certain équilibre entre les parties en présence et permet d'obtenir des conditions plus équitables dans l'établissement du taux des salaires; surtout si l'organisation ouvrière en arrive à la phase avancée, qui est l'institution de comités de salaire permanents.

Mais l'association qui s'établit facilement entre ouvriers d'usine dans la grande industrie est presque impossible pour ceux qui en auraient le plus besoin pour les travailleurs isolés, les ouvriers et ouvrières à domicile. D'autre part, les syndicats de professions fortement organisées, comme les cheminots et les mineurs, ne peuvent influencer sur le taux des salaires que par une menace de grève, qui, lorsqu'elle se réalise, atteint tous les rouages éco-

nomiques. Il faut donc dans un cas comme dans l'autre que la loi intervienne pour réglementer le contrat de travail et empêcher toute immixtion de l'injustice usuraire (1). Cela importe au plus haut point, car « le pacte de travail est non seulement un contrat commercial concernant le travail considéré comme marchandise, mais aussi un traité entraînant domination sur la personne du vendeur de travail, attendu que celui qui achète la mise en valeur d'une chose doit nécessairement être maître de la force qui la fournit; l'acheteur de travail acquiert donc par son achat la domination sur la force vive, et, par suite, sur l'homme tout entier, sur ses jouissances mêmes, sur toute son existence physique, intellectuelle, morale et sociale, et les conditions du pacte de travail fixent l'étendue de cette domination » (2).

Le cas normal, dans les rapports nés du travail, sera souvent l'infériorité du travailleur et son assujettissement. Mais il est permis d'envisager une hypothèse nouvelle, venant du perfectionnement de l'organisation ouvrière dans certaines branches corporatives, contre laquelle se briserait la résistance d'un patron isolé. Un syndicat pourrait ainsi profiter abusivement de la situation difficile où se

(1) *La loi du 25 mars 1919, sur la Convention collective de travail*, essaie de réglementer cette matière, mais se heurte aux difficultés provenant de l'inorganisation professionnelle.

(2) Brentano, *La question ouvrière*, Traduct. Caubert, p. 48.

trouve l'entrepreneur pour imposer des conditions excessives : on se trouverait alors en face de « l'usure du travail contre le capital » (1). Cette hypothèse paraît devenir moins exceptionnelle qu'on ne pourrait le supposer, et il suffit de suivre le mouvement syndical en France et à l'étranger pour trouver des exemples d'exploitation émanant de la masse ouvrière organisée.

(1) Weiss, cité par Brants, *op. cit.*, *Salaire usuraire*.

CHAPITRE III

MESURES DE RÉGLEMENTATION ANTI-USURAIRES DANS LA LÉGISLATION DE DIVERS PAYS.

Pays germaniques. — Dans ces pays, la liberté des conventions et surtout la liberté de l'intérêt conventionnel entraîna une usure intense, se manifestant principalement par des taux d'intérêts exagérés.

En Autriche-Hongrie, dans les régions polonaises ou ruthènes, l'intérêt s'élevait au taux de 50 à 100 %. Une première intervention législative eut lieu presque simultanément en Autriche par les lois du 19 juillet 1877 et du 28 mai 1881, et en Allemagne, par la loi du 24 mai 1880, lois pénales qui frappent dans une opération de crédit l'exploitation de la légèreté, de la nécessité ou de l'inexpérience du débiteur. Mais ces lois n'atteignaient par les formes de l'injustice usuraire autres que celles qui se glissent dans un contrat de prêt d'argent; ce fut la loi pénale du 19 juin 1893 qui vint en Allemagne condamner celui qui par métier ou habituellement accomplit des actes juridiques quelconques (prêt ou

vente d'animaux, de marchandises, opérations à terme, acomptes, etc.) par lesquels il exploite abusivement les besoins, la légèreté ou l'inexpérience d'autrui.

Le Code civil allemand a ajouté à la sanction pénale de l'injustice usuraire, une sanction civile et déclare nul dans son article 138, sous certaines conditions, l'acte impliquant des prestations manifestement inéquivalentes. « L'acte juridique contraire aux bonnes mœurs est nul. Est nul notamment celui par lequel en exploitant les besoins, la légèreté ou l'inexpérience d'une autre personne, on se fait promettre ou accorder, à soi ou à un tiers, pour une prestation des avantages qui excèdent la contre valeur, de telle sorte que d'après les circonstances, la disproportion est évidente ».

La nullité pour injustice usuraire est ainsi rattachée à la nullité pour atteinte aux bonnes mœurs. La Cour suprême de Leipzig a donné la notion précise des bonnes mœurs dans un arrêt rendu à propos de pratiques commerciales répréhensibles, que la Cour d'appel de Hambourg avait couvertes de ce considérant: « Cela se passe tous les jours ainsi dans la libre concurrence ». La Cour de Leipzig décide que le juge doit apprécier suivant la conscience et le sentiment public dominant et non suivant « des habitudes professionnelles locales qui pourraient être très incorrectes » (1).

(1) Cité par Brants, *Les formes actuelles de la lutte contre l'usure*, p. 89.

Ainsi donc la mission du juge devient très délicate et très importante; il devrait, aux termes de l'art. 138 du Code civil allemand, annuler un acte considéré par l'opinion publique prise dans sa généralité, comme un abus scandaleux, même s'il est d'une pratique courante. Et cette jurisprudence « pourrait amener, en matière de responsabilité, comme en matière de contrats, à bien des applications concernant le commerce, le régime du travail, celui des sociétés, le droit de coalition » ouvrier ou patronal.

En fait, le juge allemand n'a pas beaucoup usé de son pouvoir discrétionnaire et on cite peu d'applications de l'art. 138 (1). Mais cette législation est intéressante par sa réaction contre l'injustice usuraire sous ses différentes formes et par les pouvoirs nouveaux conférés aux tribunaux. Elle marque le déclin de la foi irraisonnée s'attachant au principe de la liberté contractuelle et la confiance dans la sagacité du juge chargé de redresser les abus de l'activité contractuelle.

Angleterre. — Il en est de même en Angleterre où la loi (Money lender's act, du 8 août 1900) donne au juge le pouvoir discrétionnaire d'annuler ou de réduire à des proportions raisonnables tout prêt d'argent dont les conditions lui paraissent suspectes.

(1) Tribunal de Francfort, 8 juin 1902; Tribunal industriel de Leipzig, 26 avril 1900, relatés par Brants, *op. cit.*

La loi ne fixe aucun taux forfaitaire et attribue au juge le pouvoir le plus large. Les questions d'usure seront toujours jugées « en équité ». En effet, l'article premier de la loi du 8 août 1900 déclare : « S'il est établi, aux yeux du tribunal, que les intérêts exigés sont excessifs eu égard à la somme réellement prêtée, ou que les sommes portées à titre de déboursés, renseignements, clauses pénales, bonis, primes, renouvellement ou frais quelconques, sont excessives... que l'opération est onéreuse et léonine, de telle façon qu'une cour d'équité refuserait de la sanctionner, le tribunal peut modifier les clauses et conditions de ladite opération et établir un compte entre le prêteur et la personne poursuivie, décharger le défendeur du paiement de toute somme dépassant ce que le tribunal estimera devoir être raisonnablement dû ». La loi anglaise, tout en laissant libre le taux de l'intérêt, limite ainsi la liberté du prêt d'argent et le champ de l'usure ancienne *stricto sensu*.

Mais elle réagit aussi contre d'autres formes d'exploitation usuraire et spécialement contre celle qui se manifeste en Irlande contre les fermiers de la part des propriétaires du sol. La législation tend à soumettre le taux du fermage à l'appréciation du juge. Le Land Act de 1870 institue l'indemnité pour expulsion par trouble dans la jouissance, qui peut résulter d'un taux de fermage excessif ou injuste. La loi agraire de 1881 consacre le fair rent ou juste fermage : c'est le droit pour le tenancier de faire fixer sur sa demande par l'autorité judi-

ciaire le chiffre du juste fermage, pour des périodes de quinze années successives. Enfin, la législation anglaise a organisé l'indemnité du fermier sortant pour les dépenses d'amélioration foncière, entreprise du consentement du propriétaire (1).

Suède. — La loi suédoise se rapproche de la loi anglaise. En effet la loi du 14 juin 1901 (article premier) institue une sanction pénale contre l'exploitation usuraire par voie de prêt d'argent: « Quiconque en faisant des avances d'argent ou en consentant des délais pour le paiement d'une dette profitera de la gêne, de l'inintelligence ou de la légèreté de quelqu'un pour prendre ou stipuler à son bénéfice ou à celui d'un tiers des avantages pécuniaires notablement supérieurs à l'intérêt qui peut être considéré comme normal, eu égard aux circonstances, sera puni... »

Suisse. — La formule du nouveau Code civil suisse est plus large et se rapproche plutôt de la loi allemande: « Un contrat dans lequel il y a disproportion évidente entre la prestation promise par l'une des parties et la contre-prestation de l'autre peut être rescindé à la demande de la partie lésée, si la lésion a été déterminée par l'exploitation de sa gêne, de sa légèreté ou de son inexpérience ». (article 1036 du Code civil suisse).

(1) *Agricultural Holdings act.* de 1875 et de 1883, *Annuaire de législation étrangère*, 1875, p. 196; 1883, p. 101.

Les systèmes allemand et suisse frappent tous deux de nullité le contrat comportant inéquivalence choquante des prestations et exploitation usuraire d'une des parties par l'autre. Mais la nature de la nullité encourue est différente : le système allemand fait reposer la nullité du contrat sur l'atteinte aux bonnes mœurs ; le système suisse le rattache aux vices du consentement de l'exploité et lui ouvre une action en rescision pour lésion, soumise aux restrictions de ce genre d'action.

Italie. — Un projet du mois de novembre 1900, présenté par le ministre de la Justice, concernant les contrats de prêts, de vente à crédit ou par acomptes, ou autres conventions semblables, les déclare nuls en tant que le créancier aurait abusé des besoins, de l'inexpérience, des passions, de la légèreté et de la position de dépendance du débiteur afin de se faire promettre ou délivrer des avantages qui, eu égard à toutes les circonstances de l'espèce, « seraient en disproportions évidentes avec la prestation ». La nullité des pactes usuraires entraînerait le pouvoir pour le juge de réduire la prestation à une équitable mesure, déterminée autant que possible d'après l'intérêt légal de l'argent. Ce projet est évidemment inspiré par l'article 138 du Code civil allemand (1).

Ces diverses dispositions législatives ne tendent à rien moins qu'à donner au juge le plus large

(1) *Annales de droit commercial*, 1901, p. 147.

pouvoir d'appréciation pour réprimer l'usure. L'équité finit par l'emporter même dans la législation. « A Rome, le triomphe définitif fut aussi pour le droit prétorien, représentant l'équité, contre le droit civil, qui devint le plus souvent une lettre morte » (1). Il serait désirable, de même qu'en France, que la législation admette des moyens de protection efficaces contre les obligations usuraires auxquelles un contractant s'est soumis. Les juges français sont obligés de torturer le Code pour trouver un remède à des situations dignes d'intérêt; il serait à souhaiter que la législation future donne au juge français les pouvoirs que possèdent depuis longtemps les juges de certains pays.

(1) Glasson, VI, p. 683.

CONCLUSION

La réglementation de l'injustice usuraire élargit considérablement le rôle du juge. Les lois récentes dans les divers pays lui donnent un pouvoir presque discrétionnaire pour poursuivre l'exploitation d'autrui sous le voile de tous les contrats où elle peut se dissimuler. En France, il suffirait d'étendre l'action en réduction accordée par la loi de 1807 à toutes les conventions civiles et commerciales. Et, « en vertu des pouvoirs conférés au juge français pour réprimer l'usure, le magistrat aurait donc à reconnaître, dans un contrat, les signes distinctifs de l'usure et, ensuite, à réduire les conditions de ce contrat jusqu'à ce qu'elles soient conformes au régime d'équivalence des prestations adopté ici par le législateur. Notre jurisprudence se trouverait donc accoutumée depuis longtemps à de pareilles interventions dans les contrats quels qu'ils soient; et le principe de cette intervention étant une fois admis, il n'y aurait plus qu'une question de limite à assigner au pouvoir du juge » (1). Car le juge est plus à même de

(1) Jean Perrin, *op. cit.*, p. 102.

discerner les faits d'usure qui dépendent plutôt des circonstances et qu'une même formule légale ne pourrait comprendre : il suffit qu'il ait le droit d'interpréter le contrat et que la convention ne soit pas strictement la loi des parties, surtout si elle lèse l'une d'elles. D'ailleurs le juge par son interprétation prétorienne de la loi n'est pas arrêté par la codification de la loi positive ; il assouplit en fait et il continue les textes législatifs de façon à adapter les principes à la réalité de chaque jour. Rien ne peut prévaloir contre cette force de la jurisprudence, qui ne peut pas être traitée d'arbitraire.

Pour remplir cette importante mission, il faudra une magistrature bien préparée et sagement recrutée. « C'est la réelle difficulté pratique, mais qui ne doit pas être considérée comme invincible ; elle doit seulement faire procéder avec prudence, en tenant compte des milieux divers. Il ne faut pas exposer les contrats à l'instabilité d'une jurisprudence fantaisiste et compromettre ainsi de graves intérêts, mais limiter le droit judiciaire dans la mesure nécessaire, sans exclure la garantie, nécessaire aussi, de la protection des faibles dont on exploite la situation » (1).

Il ne suffit pas de réprimer l'usure, et le pouvoir judiciaire, même dans sa mission élargie, ne peut pas remédier à toutes les injustices usuraires. Il veut mieux les prévenir et les rendre aussi inoffensifs que possible par des institutions de crédit po-

(1) Victor Brants, *op. cit.*, p. 167.

pulaire, rural et urbain, basées sur la coopération et qui viennent au secours de besoins réels, mais d'autant plus exploitables : c'est ainsi que dans certains milieux ruraux, on percevrait des intérêts s'élevant aux taux de 8, 9 et 11 %, et c'est contre cette usure manifeste que luttent les caisses de crédit agricole, telles que celles du type Durand-Raiffeisen, dont l'action peut s'adapter aussi bien aux besoins des milieux urbains d'ouvriers et de petits commerçants. Le but à atteindre est de diminuer la dépendance du débiteur vis-à-vis du créancier et rendre plus difficile l'exploitation de l'un par l'autre : c'est ce que permettent d'obtenir les institutions de crédit sous forme coopérative.

L'organisation professionnelle permettra aussi de lutter contre l'injustice usuraire par la création de bourses régulatrices des prix et des institutions déjouant la spéculation abusive, la fraude et la concurrence déloyale ; de même qu'une organisation ouvrière forte et rationnelle protégera les salariés contre l'injustice usuraire qui peut s'exercer dans le contrat de travail.

La tendance actuelle des mœurs et des doctrines semble opérer un retour à des conceptions assez proches de la doctrine canonique. Les législations font renaître le délit d'usure et essaient de créer une théorie générale sur la lésion par inéquivalence dans les contrats. La croyance dans l'effet régulateur de la concurrence paraît fortement ébranlée. « Tout le mouvement si puissant des coalitions industrielles, tant ouvrières que patronales (trusts)

proteste contre elle. Or le régulateur de la concurrence supprimé, il faut faire appel à de nouveaux principes et, dans ce désarroi, les doctrines idéales de justice paraissent devoir prendre une nouvelle force. Chaque jour l'Etat prend conscience de devoirs qu'il juge de plus en plus étendus. La poussée socialiste, l'ingérence croissante de l'autorité dans les actes privés, en tant qu'elles manifestent en l'Etat une confiance qu'elles refusent aux particuliers, s'inspirent de la croyance en une justice supérieure aux conventions libres et que l'autorité a pour devoir de réaliser dans les faits » (1). « Mieux informée que l'opinion révolutionnaire, l'opinion contemporaine, devenue sceptique, au contact de l'expérience, sur la perfection naturelle de l'homme voit clairement que la liberté ne consiste pas dans l'absence de règle et que la meilleure façon de servir la liberté, c'est encore d'intervenir, dans l'appreté des conflits particuliers, pour empêcher l'oppression à laquelle donne lieu l'inégalité des conditions et des capacités. Cette immixtion légale dans le domaine des conventions individuelles ne saurait être considérée comme une réaction contre l'évolution qui entraîne les siècles et les peuples vers toujours plus d'indépendance, mais, au contraire, comme une garantie, en faveur du plus grand nombre, de la liberté et du respect de la dignité de la personne humaine » (2).

(1) A. de Tarde, *op. cit.*, p. 67.

(2) Dijol, *Des contrats lésionnaires*, p. 81.

Il convient de travailler à répandre cette croyance et accentuer la tendance à la restriction du régime d'entière liberté contractuelle. Il faut en même temps tenir l'opinion publique en garde contre les excès de l'usure et de la spéculation : ce qui permettra au juge de sévir plus facilement en s'appuyant sur la conscience générale ; et il sera bon de développer cette conscience générale : car, en définitive, le remède souverain contre l'injustice usuraire est surtout d'ordre moral.

Vu et approuvé
Montpellier, le 16 novembre 1919. Vu : Le Président de la Thèse,
Vu : le Doyen, Montpellier, le 16 novembre 1919.
BREMOND. Jules VALÉRY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Montpellier, le 17 novembre 1919.
Le Recteur,
Jules COULET.

BIBLIOGRAPHIE

- AGUESSEAU (D'). — *Œuvres*, 1819, t. XIII.
- AUFFROY. — Le droit canon.
- BELLIOT. — *Manuel de sociologie catholique*.
- BENOIT XIV. — *Encyclique Vix pervenit*.
- BOSSUET. — *Traité de l'usure*.
- BRANTS. — Les formes actuelles de la lutte contre l'usure, broch. Bruxelles, 1903; la lutte contre l'usure, *les Lois modernes*, Paris, 1907.
- BRENTANO. — La question ouvrière, trad. Caubert.
- BROCARD. — Préface au livre de Ryan: salaire et droit à l'existence, Paris, 1910.
- CALIPPE. — Etudes sur le crédit. *Semaine sociale*, Limoges, 1912.
- CHARMONT. — Questions de responsabilité. *Rev. crit.* 1898.
- CHÉNON. — Histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat du 1^{er} au xx^e siècle, Paris, 1913.
- CLARETIE (G.). — L'usure en matière civile et pénale. *Thèse Paris*, 1901.
- DELCAMBRE. — Les caisses de liquidation et les opérations à terme sur marchandises, Lille, 1907.

- DIJOL. — Des contrats lésionnaires. *Thèse Montpellier*, 1919.
- DURAND. — *Manuel des caisses rurales Raiffeisen-Durand*.
- DUTHOIT. — L'injustice usuraire en droit moderne. *Semaine sociale*, Rouen 1910.
- FOUILLÉE. — Science sociale contemporaine, Paris, 1885.
- FUSTEL DE COULANGES. — *La Cité antique*, Paris, 1876.
- GERLIER. — Des stipulations usuraires dans le contrat de travail. *Thèse Paris*, 1907.
- GIDE. — Cours d'économie politique, Paris, 1911.
— et RIST. — Hist. des doctrines économiques, Paris, 1909.
- GLASSON. — Le Code civil et la question ouvrière.
- HANRION. — Principes de droit public, Paris, 1910.
- HAYEM. — De l'idée de lésion dans les contrats entre majeurs. *Thèse Paris*, 1899.
- LÉON XIII. — Encyclique *Rerum novarum*, 1891.
- LEROY-BEAULIEU. — *Traité théor. et prat. d'économie politique*, t. IV, Paris, 1910.
- MEYNIAL. — La déclaration de volonté. *Rev. trim. de droit civil*, 1902.
- PERRIN. — Essai sur la réductibilité des obligations excessives. *Thèse Paris*, 1905.
- POLIER. — L'idée du juste salaire. *Thèse Toulouse*, 1903.
- PORCHEROT. — De l'abus du droit. *Th. Dijon*, 1901.
- SALEILLES. — De l'abus du droit. *Bull. Soc. ét. lég.*, 1905.

SAVATIER — La théorie moderne du capital et la justice, Paris, 1898.

TARDE (De). — L'idée du juste prix. *Thèse Paris*, 1907.

THOMAS (Saint). — *Somme théologique*.

VALÉRY. — Contrat d'assurance maritime du XIII^e siècle. *Rev. gén. du droit*, 1915.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

	Pages
1° Opposition entre le droit canonique et le droit séculier ; 2° Importance et actualité de la question de l'usure ; 3° Plan général	5-10

PREMIÈRE PARTIE

LA NOTION DE L'USURE

CHAPITRE PREMIER. — Notion historique de l'usure en droit séculier et en droit canonique. — Notion moderne de l'usure.....	11
§ Premier. — Le contrat de prêt en droit romain	11
§ 2. — Le contrat de prêt dans la tradition et le droit ecclésiastique.....	15
§ 3. — Notion moderne de l'usure.....	21
CHAPITRE II. — Notion élargie de l'usure.....	26
1° Définition de l'usure ; 2° Analyse des éléments constitutifs de l'usure au sens large : Exploitation d'autrui ; Exploitation sous le voile du contrat ; 3° Le champ d'action de l'usure moderne.....	26 32

DEUXIÈME PARTIE

SEVÉRITÉ DU DROIT CANONIQUE ET TOLÉRANCE DU DROIT SÉCULIER A L'ÉGARD DE L'INJUSTICE USURAIRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — OE ^{qualitas} et liberté contractuelle.....	33
1° La règle de réciprocité et de la proportion des services en droit canonique ; 2° Le fondement individualiste du droit séculier ; 3° La liberté des conventions	33 39
CHAPITRE II. — Le régime économique libéral	40
1° La multiplicité et la complexité des contrats dans l'œuvre moderne de la production ; 2° La répartition sous le régime libéral : salaire, loyer, intérêt, profit ; 3° La spéculation.....	40-46
CHAPITRE III. — Critique et retouches nécessaires.	47
§ Premier. — La justice commutative peut-elle se réaliser sous le régime libéral ; La liberté contractuelle donne une supériorité de fait aux détenteurs du capital argent et ne leur laisse point de responsabilité ; Le libéralisme économique déprime le taux des salaires et prive les classes ouvrières du crédit qui leur est indispensable.....	47
§ 2. — Les retouches nécessaires : 1° Le régime moderne de l'entreprise devrait remplir des conditions essentielles de justice dans : a) Le contrat de salaire ; b) Le contrat de crédit ; 2° Réaction contre la spéculation à outrance ; Organisation du crédit populaire.....	51

TROISIÈME PARTIE

RÉACTION CONTEMPORAINE DANS LES FAITS CONTRE LA TOLÉRANCE LÉGALE DE L'INJUSTICE USURAIRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER — Réaction dans la doctrine et la jurisprudence française.....	57
§ Premier. — <i>La doctrine</i> ; La théorie de l'abus du droit ; Réaction de la doctrine contre le principe de la liberté des conventions ; Le contrat d'adhésion ; La faillite du libéralisme économique.....	58
§ 2 — <i>La jurisprudence</i> ; La théorie des « obli- gations excessives » et les conventions usu- raires : Réduction des factures des fournis- seurs, des honoraires des professions libé- rales, du salaire des agents d'affaires et des mandataires ; Réduction des clauses pénales excessives.....	66
CHAPITRE II. — Faits d'organisation profession- nelle anti-usuraire.....	75
1° L'organisation professionnelle patronale : Les Bourses de commerce et les Caisses de liquida- tion ; 2° L'organisation professionnelle ouvrière ; Le syndicat et son action.....	75-79
CHAPITRE III. — Mesures de réglementation anti- usuraire dans la législation de divers pays.....	80
1° Pays germaniques ; 2° Angleterre ; 3° Suède ; 4° Suisse ; 5° Italie.....	80-86

CONCLUSION.

	Pages
Mission élargie du juge en conséquence de la nouvelle réglementation anti-usuraire. — Création d'un crédit normal et honnête. — Organisation d'institutions de solidarité professionnelle. — Education de l'opinion publique vis-à-vis de l'injustice usuraire.	87
BIBLIOGRAPHIE	92
TABLE DES MATIÈRES....	94
